



**BETA**  
**Bureau**  
**d'économie**  
**théorique**  
**et appliquée**

# Documents de travail

## « La mobilité sociale et spatiale à l'épreuve de la dynamique des systems économiques »

Auteur

**Noame Khaldi**

Document de Travail n° 2024 – 30

*Août 2024*

**Bureau d'Économie  
Théorique et Appliquée  
BETA**

[www.beta-economics.fr](http://www.beta-economics.fr)

[@beta\\_economics](https://twitter.com/beta_economics)

Contact :  
[jaoulgrammare@beta-cnrs.unistra.fr](mailto:jaoulgrammare@beta-cnrs.unistra.fr)



# La mobilité sociale et spatiale à l'épreuve de la dynamique des systèmes économiques

N. Khaldi<sup>1,2</sup>

## **Résumé :**

En exploitant les données des enquêtes FQP « Formation, Qualification, Professions » et Emploi – Emploi en Continu de l'INSEE (1960 - 2020), cet article étudie les trajectoires sociales des travailleurs lorrains sur soixante ans marqués par d'importantes transformations économiques. En articulant les liens entre dynamiques industrielles et productives, mobilité sociale et mobilité géographique (frontalière), nous analysons les trajectoires socioprofessionnelles des travailleurs lorrains et leur évolution. Cette étude synchronique et diachronique met en exergue les déterminants de la mobilité sociale et frontalière ainsi que les phénomènes de reproduction sociale, d'ascension sociale et de déclassement social. Le premier résultat de cet article est de constater que les trajectoires sociales des individus dépendent de leurs origines géographiques et sociales mais aussi de leur choix d'une mobilité frontalière. Le second résultat est de constater l'influence des dynamiques économiques territoriales sur les déplacements sociaux et spatiaux.

**Mots-clés :** Mobilité sociale, mobilité géographique, mobilité intergénérationnelle, reproduction sociale, Lorraine, classes sociales, travail frontalier, ascension sociale

Classification JEL : A14, J21, J61, J62, P51

---

<sup>1</sup> Université de Lorraine, BETA, CNRS UMR 7522, 54000 Nancy, France.

<sup>2</sup> L'auteure tient à exprimer ses chaleureux remerciements à Yamina Tadjeddine, directrice de thèse, dont l'encadrement, les observations et la relecture ont été précieux tout au long de cette recherche. Elle exprime également sa gratitude à l'INSEE pour avoir fourni les données nécessaires à la réalisation de ce travail. Elle remercie aussi les discutants du 60ème colloque de l'Association de Science Régionale de Langue Française, pour leurs commentaires clairvoyants et leurs suggestions constructives, qui ont grandement contribué à enrichir sa recherche et à améliorer la qualité de cet article.

**Abstract:**

Using data from INSEE's FQP "Formation, Qualification, Professions" and Emploi - Emplois Continus surveys (1960 - 2020), this article studies the social trajectories of workers in Lorraine over sixty years marked by major economic transformations. By examining the links between industrial and production dynamics, social mobility and geographical ("cross-border") mobility, we analyze the socio-professional trajectories of workers in Lorraine and their evolution. This synchronic and diachronic study highlights the determinants of social and cross-border mobility, as well as the phenomena of social reproduction, upward mobility and downward mobility. The first result of this article is that the social trajectories of individuals depend on their geographical and social origins, but also on their choice of cross-border mobility. The second is the influence of territorial economic dynamics on social and spatial mobility.

Keywords: Social mobility, geographical mobility, intergenerational mobility, social reproduction, Lorraine, social classes, cross-border work, upward mobility

JEL Classification: A14, J21, J61, J62, P51

## 1) Introduction

Peu d'études proposent d'étudier les bouleversements socio-structurels de la nouvelle architecture productive post-industrielle en Lorraine. Pourtant, à la suite du processus de désindustrialisation et de l'essor du cluster financier luxembourgeois frontalier, le marché du travail et l'appareil productif lorrain connaissent de profondes mutations. Ces transformations influencent alors la structure socio-productive et socio-professionnelle du milieu économique environnant.

L'histoire économique comparée de la Lorraine et du Grand-Duché de Luxembourg révèlent d'importantes similitudes industrielles et productives (Raggi, 2019). Au XIXe siècle, la Lorraine et le Luxembourg concentrent essentiellement des activités d'industrie lourde. Dès 1870, les deux espaces frontaliers connaissent une révolution industrielle (Scuto, 1995) qui les spécialise dans la production et l'extraction de minerai de fer et d'acier<sup>3</sup>.

Au milieu des années 1960, la situation des marchés régionaux, européens et mondiaux de l'acier se détériore. Cette crise accélère l'élan de diversification industrielle luxembourgeois, alors initié au début de la décennie en raison de la dépendance accrue du pays à ses exportations sidérurgiques vers ses pays voisins. Du côté lorrain, les premières restructurations émergent, entraînant une perte conséquente d'emplois<sup>4</sup>. Cela marque le début du phénomène de désindustrialisation. Pour autant, la Lorraine conserve un tissu économique industriel pendant près d'un demi-siècle. Cette particularité fait de cette région un terrain abritant l'un des cas de désindustrialisation longue (Hau, 2009 ; Raggi, 2019). Le déclin de l'industrie n'a ainsi pas été entièrement résorbé par le déversement sectoriel (Sauvy, 1980). La diversification industrielle luxembourgeoise, soutenue par l'élan de financiarisation de l'économie et l'accueil massif de capitaux étrangers, s'est quant à elle traduite par un développement accru des activités manufacturières de fabrication, mais aussi des activités spécialisées et des services de soutien aux activités financières et d'assurance.

---

<sup>3</sup> En 1960, 90% des minerai de fer français sont extraits en Lorraine (Varoquaux, 1995). Les usines de Moselle et Meurthe-et-Moselle concentrent 63% de la production sidérurgique nationale en 1965 (EAAM, CSSF, 1966).

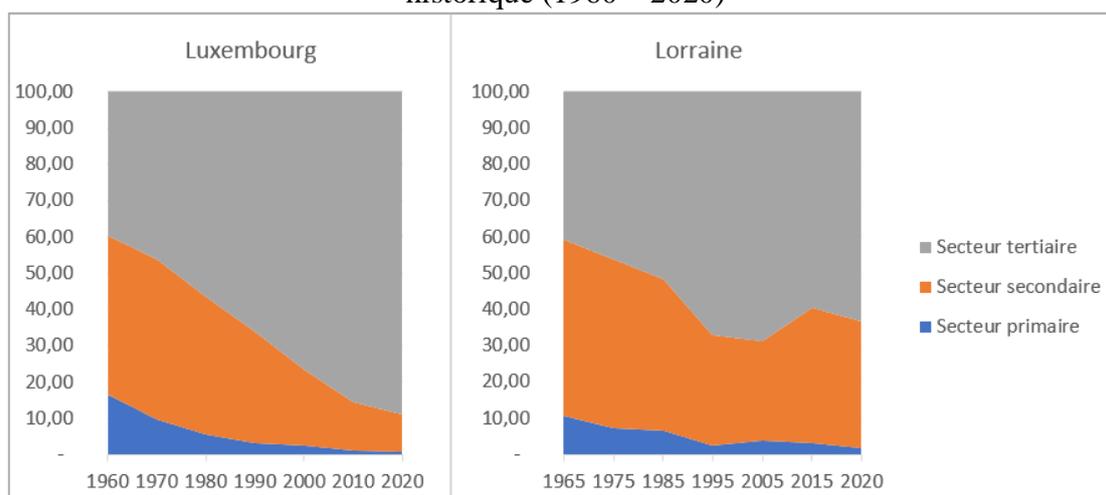
Au Grand-Duché de Luxembourg, l'industrie représentait plus des trois quarts de l'activité économique totale de la nation, et de 85 à 90% de ses exportations globales (Scuto, 1995).

<sup>4</sup> Nous pouvons citer les vagues de licenciements de 1966 (Plan Professionnel) et de 1971 (Plan de conversion) faisant suite à l'élan de restructuration qui a accompagné la dégradation des marchés de l'acier. Mais aussi, la fermeture des mines. On en dénombre 13 entre 1968 et 1966. La crise sidérurgique amplifie ce phénomène jusqu'au début du XXIe siècle. Alors que les usines lorraines comptaient 80 000 sidérurgistes en 1960, elles n'en comptaient plus que 4000 en 2013 (Raggi, 2019).

Tout comme la désindustrialisation lorraine, la désindustrialisation luxembourgeoise s'est traduite par un déclin des mines et de la sidérurgie, ainsi qu'une forte diminution des effectifs des mineurs et des ouvriers de la sidérurgie<sup>5</sup>. Il est cependant important de noter que ces diminutions d'effectifs se déroulent dans un contexte de plein emploi, renforcé par la poursuite de la diversification industrielle.

On observe alors dès le début des années 1970, un déversement des emplois industriels vers ceux des services, accompagnant la tertiarisation et la financiarisation de l'économie luxembourgeoise (Graphique 1 ci-dessous). Du côté lorrain, les flux d'emplois du secteur d'activité secondaire n'affluent pas aussi rapidement vers le secteur tertiaire. Alors que la place de l'industrie dans la répartition des activités économiques diminue de 33,7 points de pourcentage au Luxembourg de 1960 à 2020, elle ne diminue que de 13,50 points de pourcentage en Lorraine<sup>6</sup>. De part et d'autre, le rétrécissement de l'importance de l'industrie lourde (désindustrialisation) s'est traduit par une forte diminution du nombre d'emplois industriels, celle-ci étant une branche d'activité très productive et pourvoyeuse d'emplois. Ce recul de l'industrie dans la part de l'emploi total s'est accompagné d'une diminution progressive de la part de la classe ouvrière au sein des catégories socio-professionnelles (graphique A1.2 en Annexe 1).

Graphique 1 : Répartition des secteurs d'activité économique dans l'emploi total : évolution historique (1960 – 2020)



Source : Graphique réalisé par l'auteure à partir des données de la STATEC (« Part des secteurs économiques dans l'emploi total, 1871-2020 ») et de l'INSEE (Enquêtes annuelles Emploi – EEC – 1965 - 2020)

<sup>5</sup> Les mineurs luxembourgeois passent, par exemple, de 1151 ouvriers en 1970 à 736 en 1975 (STATEC, 1987)

<sup>6</sup> Calculs de l'auteure, à partir des échantillons de travailleurs lorrains issus des enquêtes FQP/Emploi/EEC de l'INSEE.

Malgré la proximité géographique et économique des deux territoires, des dynamiques divergentes se mettent en place (voir carte A1-1 en Annexe 1). L'expansion financière du Grand-Duché a engendré une discontinuité territoriale (Crevoisier et al., 2011), source de divergences socio-économiques. L'essor financier transforme la géographie des activités productives (Dupuy et Lavigne, 2009) et les hiérarchies sociales. En ce sens, nous mobilisons les théories de l'économie géographique, explicitant l'organisation économique d'un territoire et les mécanismes qui expliquent le modelage de l'espace économique (Crozet & Lafourcade, 2009), autorisant la coexistence de deux espaces économiques dissemblables et frontaliers.

En s'intéressant aux répercussions de cette architecture économique spécifique sur le facteur travail, le présent article s'ancre dans les travaux d'économie géographique (Dupuy, 2019), d'économie du travail (Zenou, 1996) et de mobilité sociale (Chauvel, 2006). En cause, nous recentrons notre étude autour des déplacements spatiaux et sociaux du facteur travail eu égard à ces transformations économiques. Ces deux aspects des déplacements permettront de vérifier si la mobilité géographique, et plus précisément frontalière, participe à l'ascension sociale des travailleurs. Les trajectoires socio-professionnelles des individus s'ancrent à la fois dans l'espace social, mais aussi l'espace géographique et l'espace économique. Ces trois espaces, interdépendants et concomitants, agissent simultanément dans la réalisation des trajectoires individuelles.

L'article est organisé de la manière suivante. La section 2 décrit le cadre d'analyse. La section 3 présente les données et statistiques descriptives. La section 4 expose le modèle économétrique et les résultats. Enfin, la dernière partie conclut.

## 2) Cadre d'analyse

### 2.1. L'économie géographique et l'économie du travail

L'Économie géographique étudie l'importance du contexte géographique sur les dynamiques économiques. Elle constitue une théorie de la localisation de la production dans l'espace<sup>7</sup>, susceptible d'expliquer les différences de développement entre les régions (Coissard, 2007). Au centre de plusieurs questions économiques déterminantes, l'économie géographique a pour objectif d'explorer trois thèmes de recherche : les déterminants de la concentration et de la localisation des activités, l'explication du développement inégal entre les territoires et enfin, l'origine des crises. L'explication du développement inégal entre les territoires est l'un des thèmes de recherche que nous exploitons dans cet article. Cette approche macro-structurelle de la migration permet d'identifier les éléments de l'environnement pouvant affecter les mouvements migratoires (Mabogunje, 1970).

En plus de la dimension géographique, la présente contribution intègre une analyse socio-économique du marché du travail afin de comprendre les structures socio-professionnelles qui encadrent les déplacements sociaux des travailleurs et les trajectoires qui en découlent.

La structure de l'appareil productif dessine les contours du marché du travail et agit directement sur les structures socio-professionnelles et les trajectoires des travailleurs. Nous considérons la répartition spatiale des activités économiques entre la Lorraine et le Grand-Duché comme une variable explicative des changements observés sur le marché du travail (Graphique A1.3 en Annexe 1). Cette redirection des flux s'opère avec l'accueil massif et croissant de travailleurs originaires de Lorraine, continuant à y vivre (Graphique A1.4 en Annexe 1).

---

<sup>7</sup> P. Krugman déclarait lui-même: *"the localisation of production in space; that branch of economics that worries about where things happen in relation to one another. It is not worth trying to define my subject more exactly than that"*. P. KRUGMAN, 1992, *Geography and Trade*, 2<sup>nd</sup> Printing, MIT Press, Cambridge, p. 1.

## 2.2. Espace géographique, espace social et circulations concomitantes

Lorsqu'on s'intéresse aux trajectoires socioprofessionnelles des travailleurs lorrains, il paraît naturel d'intégrer l'espace. L'espace agit sur la formation des acteurs sociaux et leurs rapports. Pour les sociologues attentifs aux dimensions spatiales de la vie sociale, le déplacement dans l'espace géographique, peut-elle être lu comme la matérialisation d'un déplacement dans l'espace social (Noiriel, 1988 ; Bidet, 2018). Une multitude de phénomènes géographiques tels que l'urbanisation, ou encore l'exode rurale représentent un aspect important de la spatialisation de la vie sociale contemporaine. Ils sont également l'expression de transformations économiques. Durant la seconde moitié du XXe siècle, les géographes et les sociologues ont manifesté un intérêt croissant pour l'étude des liens entre les relations sociales et les structures spatiales. En cause, cette période est marquée par une augmentation de la mobilité sociale, toutes catégories sociales confondues, et une intensification de la migration géographique (Blum & al., 1985). La croissance est également tirée par des transformations structurelles de la société française : industrialisation et tertiarisation, exode rurale et développement des pôles urbains. Les rapports entre les deux phénomènes se complexifient d'autant plus, et les exemples d'interactions entre les deux pullulent. Ces liens de concomitance permettent finalement d'éclairer des spécificités locales où les déplacements dans les deux structures et hiérarchies, l'une sociale et l'autre urbaine, interagissent. Parmi ces spécificités locales, certaines sont de nature économique et sont imputables au contexte macroéconomique (Dupays, 2006). L'analyse tridimensionnelle que nous menons tente de mettre en lumière ces spécificités propres au territoire lorrain, susceptibles d'expliquer et de réorganiser les liens entre mobilité géographique et mobilité sociale<sup>8</sup>.

Au sein de la littérature, des études empiriques corroborent les liens entre les deux phénomènes. Parmi elles, on retrouve l'œuvre de Blum, De la Gorce et Thélot où la reproduction sociale va de pair avec immobilité géographique (Blum, De la Gorce, Thélot, 1985), ou encore celle de Fielding où la mobilité géographique est corrélée positivement à la mobilité sociale (Fielding, 1990). Ces auteurs mettent en lumière des interactions complexes qui diffèrent d'une trajectoire sociale à une autre, d'un espace à un autre. L'immobilité sociale des individus dépend leur origine sociogéographique, là où la mobilité sociale s'émancipe du déterminisme causé par l'origine géographique. Il est donc intéressant d'étudier ces liens au

---

<sup>8</sup> Nous établissons à cet égard une topologie des ordres économiques, spatiaux et sociaux sur la période considérée (1960-2020). Ce travail permet d'explicitier les structures qui encadrent les déplacements sociaux et spatiaux des travailleurs (voir Tableau A1.1. « Topologie des ordres (1960-2020) » en Annexe 1).

travers de l'étude des trajectoires socioprofessionnelles des travailleurs. Cela permet notamment de vérifier si la mobilité spatiale des travailleurs lorrains s'accompagne d'une mobilité sociale. Le type de mobilité (ascendante, descendante, structurelle, nette) permet également d'explorer les liens qui soudent les structures économiques et sociales.

La sociologie des classes sociales appelle une analyse des inégalités entre des groupes sociaux préalablement définis (Paugam et Plessz, 2019). Occupant une place prépondérante dans les débats des sociologues, les rapports entre les classes sociales sont étudiés sous le prisme de différentes analyses. Parmi elles, nous retrouvons l'évolution des différenciations entre classes sociales en fonction des possibilités de mobilité structurelle offertes par le développement économique et social (Goldthorpe, 1960 ; Lockwood, 1966). Notre analyse s'inscrit dans cette continuité, où le travail est au centre des questions sociales. Dans les années 1980 et 1990, les métamorphoses de la société salariale vont de pair avec la question sociale, et vont préoccuper de nombreux sociologues et économistes<sup>9</sup>. La mobilité sociale est donc un phénomène révélateur des dynamiques de l'emploi.

Différentes mesures de la mobilité sociale permettent de mettre en valeur l'évolution de la structure socio-économique. Parmi elles, la mobilité structurelle permet de mesurer l'évolution de la structure sociale entre la génération des fils et celle des pères. Il est donc possible d'isoler statistiquement les travailleurs ayant changé de position du fait des changements de structure sociale. La mobilité relative permet, quant à elle, de mesurer la mobilité sociale indépendamment des différences de structures entre origine et position sociale. Notre étude intègre ces deux mesures de la mobilité.

Encore peu documenté, il nous paraît alors opportun d'étudier l'impact social du cluster financier luxembourgeois sur un territoire frontalier. Nous étudierons plus précisément l'évolution des trajectoires socioprofessionnelles et des déplacements sociaux des travailleurs. Ces éléments permettent d'éclairer un type d'externalités socio-géographiques induites par la finance (Chambost, Lenglet et Tadjeddine, 2016). Il nous paraît également important d'ancrer cette étude des rapports sociaux dans une perspective historique longue (1960 – 2020) marquée par d'importants changements économiques. Cette approche permet d'éclairer l'impact social de ces mutations sectorielles. Elle propose également une illustration du rôle joué par la mobilité dans l'architecture social d'un territoire.

---

<sup>9</sup> Les travaux de recherche sur la précarité deviennent indissociablement des travaux qui portent sur l'emploi, le marché du travail et les trajectoires des travailleurs sur ce marché (Nicole-Drancourt, 1992 ; Paugam, 2000).

### 3) Données et statistiques descriptives

Les données mobilisées dans cette étude proviennent, d'une part, des sept versions de l'enquête « Formation, Qualification Professionnelle » (FQP) de l'INSEE réalisées en 1964, 1970, 1977, 1985, 1993, 2003 et 2014. Considérée comme l'une des principales sources d'informations sur la mobilité professionnelle et sociale, cette enquête repose sur un questionnaire qui s'articule en cinq parties que sont : la formation initiale, la formation continue, la mobilité professionnelle, l'origine sociale, et les revenus du travail. L'enquête FQP est la seule enquête française permettant de relier ces cinq volets et d'observer leurs interactions. La reprise à l'identique de certaines questions d'une enquête à l'autre permet des comparaisons temporelles précises sur ces différents thèmes. L'échantillon de l'enquête s'élève respectivement à 37 844 individus en 1964-1970, 39 104 en 1977, 30 948 en 1985, 18 333 en 1993, 39 286 en 2003 et 39 871 en 2014. Seront retenues pour la suite de notre travail les cinq bases de 1964, 1977, 1985, 2003 et 2014. Nous mobiliserons en complément les données des enquêtes « Emploi » (EE) et « Emploi en continu » (EEC) de l'INSEE afin d'obtenir davantage d'observations et rendre le traitement quantitatif et économétrique plus précis. Soumise de manière annuelle, cette enquête permet d'obtenir une mesure régulière de l'emploi et d'observer la situation des personnes sur le marché du travail à la fois de manière structurelle et conjoncturelle (Goux, 2003).

Nous poursuivrons notre analyse en utilisant le niveau agrégé des groupes socioprofessionnels divisé en 6 catégories : agriculteurs, artisans-commerçants, ouvriers, employés, professions intermédiaires et cadres et professions intellectuelles supérieures. Ce niveau sera retenu pour l'élaboration des tables de mobilité. Puis, nous fusionnerons les catégories agriculteurs-artisans-commerçants et professions intermédiaires-employés afin de ne retenir que 4 groupes socio-professionnels et d'y établir une hiérarchie<sup>10</sup> (Schéma 1 ci-dessous). Cette hiérarchisation permettra la distinction de trois types de trajectoires sociales telles que les sociologues les ont préalablement catégorisées dans leur travaux (Bourdieu, 1978 ; Bertaux, 2010). Ce triptyque rend compte de trois types de mobilité : verticale ascendante, horizontale, verticale descendante. A partir de cet ordre, nous réalisons une étude longitudinale des trajectoires sociales des travailleurs lorrains et non-lorrains sur soixante ans (1960 – 2020) et des travailleurs frontaliers lorrains en poste au Luxembourg sur vingt-huit ans (1992 – 2020).

---

<sup>10</sup> Par souci d'harmonisation entre les différentes bases de données, un groupe socio-professionnel a été attribué à chaque enquêté selon sa profession, et codé numériquement sous Stata.

Schéma 1. Méthode de reclassification des groupe socio-professionnels

Cadres	4
Employés et Professions intermédiaires	3
Ouvriers	2
Agriculteurs, Artisans	1

Source : l'auteur

### 3.1. Tables de mobilité

Considérées comme un outil d'analyse phare en sociologie quantitative, les tables de mobilité sociale permettent d'étudier la position sociale des individus par rapport à celle de leurs ascendants et à leur origine sociale.

A partir des tables de mobilité françaises et lorraines (voir tableaux A2.3, A2.4, A2.5 et A2.6 en Annexe 2) nous établissons plusieurs constats. Premièrement, nous observons des structures sociales différenciées d'un espace à l'autre (voir tableaux A2.1 et A2.2 en Annexe 2). La classe ouvrière reste majoritaire et proportionnellement plus importante chez la génération des pères en Lorraine avec près d'un actif sur deux appartenant à la classe ouvrière en 1964. La même année, la classe ouvrière ne concentre qu'un peu plus d'un actif sur quatre dans l'hexagone. Dans la génération des descendants, cette classe ouvrière suit la tendance baissière nationale des soixante dernières années, mais de manière plus lente. Dans cette génération, les Lorrains sont à 47,9% ouvriers en 1964, un nombre proche de la génération de leur père, alors qu'un peu plus d'un actif français sur trois est ouvrier. L'écart se comble au cours du temps, autour de 20% d'ouvriers et plus de 50% employés-professions intermédiaires sur chacun des deux territoires. Cette particularité des structures sociales lorraines sera confirmée par le biais de l'analyse longitudinale des groupes socioprofessionnels (Section 3.3.).

Deuxièmement, les tables de recrutement et des destinées nous présentent des déplacements sociaux dissemblables, selon l'origine géographique. Observons en premier lieu les tables de recrutement (tableaux A2.3 et A2.5 en Annexe 2). En 1964, les ouvriers lorrains ont à 63% un père lui-même ouvrier. Ils atteignent 71,5% en 2014. Soit une progression de 8,5 points de pourcentage. Cet autorecruement au sein de la classe ouvrière est également observable sur l'ensemble du territoire avec une hausse de 10,5 points de pourcentage. Concernant les trajectoires de mobilité verticales ascendantes (ascension sociale), 23,6% des cadres lorrains avaient un père ouvrier en 2014. La même année, 17,9% des cadres français avaient un père ouvrier. Un effet en partie imputable à la sur-représentativité des ouvriers parmi les pères des répondants. Sur un demi-siècle, la proportion de cadre ayant un père ouvrier diminue de respectivement 5,1 et 3,8 points de pourcentage. Un constat similaire émerge si l'on observe le recrutement des cadres ayant un père agriculteur-exploitant. Cependant, la proportion de cadres ayant un père dans le groupe socio-professionnel des employés-professions intermédiaires est plus importante en Lorraine. En 1964, De 30,3%, des cadres lorrains ont un père employé-profession intermédiaire. Ils atteignent 40% en 2014. Cette hausse de 9,7 points de pourcentage s'oppose à la baisse de 5,1 points de pourcentage pour le reste du territoire. Ce résultat nous indique que le territoire lorrain peut en partie s'échapper de ce que les sociologues qualifient comme « la panne de l'ascenseur social » dont sont victimes les nouvelles générations (Chauvel, 2006 ; Pestieau, 2021).

Observons désormais les tables des destinées (Tableaux A2.4 et A2.6 en Annexe 2). En 1964, 60,5% des fils d'ouvriers lorrains deviennent à leur tour ouvrier. Cinquante ans plus tard, 39,3% d'entre eux deviennent également ouvrier soit une perte de 21,2 de points de pourcentage. Sur cette même période, la France métropolitaine enregistre une perte de 23,5 points de pourcentage pour les fils d'ouvrier devenant à leur tour ouvrier. Ce résultat nous invite à considérer un déterminisme social, inhérent à la classe ouvrière, surreprésentée en Lorraine, et renforcé par les spécificités économiques régionales. Si l'on observe les destinées des enfants d'ouvriers, ils peinent à intégrer la classe des cadres. Et ce, même sur 50 ans d'enquête. En 2014, environ 7% des enfants d'ouvriers deviennent cadres en France métropolitaine. C'est légèrement plus qu'en Lorraine, avec 5,7% la même année.

Les perspectives d'ascension sociale semblent donc davantage limitées pour les descendants d'ouvriers lorrains. Elles sont cependant meilleures pour les descendants d'agriculteurs exploitants lorrains avec une progression de 12,5 points de pourcentages d'entre eux qui deviennent cadres. Cette progression fut plus importante que celle enregistrée sur le reste du territoire (+6,2 points de pourcentage).

Selon l'origine géographique des répondants, les trajectoires des enfants de cadres évoluent. En Lorraine, 48,3% des enfants de cadres deviennent à leur cadre en 1964. Cependant, ce nombre baisse au fil du temps atteignant 28,2% en 2014. Un demi-siècle plus tard, les enfants de cadres lorrains deviennent majoritairement employés-profession intermédiaires (63,5%). Sur le territoire français, 45,3% des enfants de cadres deviennent à leur tour cadre sur l'ensemble du territoire en 1964. 50 ans plus tard, ils sont 38,8%. Cet écart entre les trajectoires sociales des enfants de cadres lorrains et non lorrains nous invite à considérer les voies différenciées de reproduction et d'ascension sociale et d'intégration du marché du travail lorrain. L'architecture du territoire lorrain contribue à expliquer ces trajectoires verticales descendantes. Partageant une frontière commune avec le cluster financier luxembourgeois, un nombre croissant de travailleurs lorrains traversent quotidiennement la frontière pour y exercer un emploi. Parmi eux, les trois quarts occupent un emploi dans le secteur tertiaire (Belkacem et al., 2020). Un secteur tertiaire dominé par les emplois directs et indirects du cluster financier, qui les classent, malgré leur niveau de salaire élevé, dans la catégorie des employés-professions intermédiaires. Cette catégorie déclassé de facto les descendants de cadres et PIS.

La construction des tables de mobilité nous permet également de mesurer la mobilité à l'aide de plusieurs indicateurs au sein des deux espaces précédemment sélectionnés (Lorraine – France métropolitaine). Parmi eux, la part de travailleurs mobiles et immobiles socialement, ou encore la part de la mobilité structurelle et de la mobilité nette (voir tableau 1 ci-dessous).

Tableau 1. Tableau évolutif des indicateurs de mobilité

Territoire		Immobiles	Mobiles	Mobilité structurelle	Mobilité nette	Total
Lorraine	1965	<b>47,4%</b>	52,6%	63,4%	<b>36,6%</b>	100
	1977	<b>43,6%</b>	56,4%	<b>21,8%</b>	78,2%	100
	1985	<b>42,9%</b>	57,1%	<b>26,4%</b>	73,6%	100
	1993	<b>43,5%</b>	56,5%	<b>27,1%</b>	72,9%	100
	2003	<b>39,9%</b>	60,1%	<b>35,1%</b>	64,9%	100
	2015	<b>40,6%</b>	59,4%	30,7%	69,3%	100
France métropolitaine	1965	<b>43,1%</b>	56,9%	17,1%	<b>82,9%</b>	100
	1977	<b>39,7%</b>	60,3%	<b>25,9%</b>	74,1%	100
	1985	<b>39,6%</b>	60,4%	<b>28,3%</b>	71,7%	100
	1993	<b>40,4%</b>	59,6%	<b>28,1%</b>	71,9%	100
	2003	<b>36,9%</b>	63,1%	<b>34,3%</b>	65,7%	100
	2015	<b>36,3%</b>	63,7%	31,2%	68,8%	100

Source : l'auteur

De 1965 à 2015, on observe que les travailleurs lorrains sont proportionnellement plus nombreux à être immobiles que les travailleurs français. Enregistrant un écart de 4,3 points de pourcentage en 1965, cet écart ne diminue pas 50 ans plus tard où l'écart reste exactement le même (+4,3 points de pourcentage). De 1965 à 1977 la part de la mobilité structurelle diminue fortement en Lorraine, alors qu'elle progresse sur le territoire français. De 1977 à 2003, la part de la mobilité structurelle progresse en Lorraine. Ces résultats corroborent nos observations précédentes sur l'identification d'un déterminisme social proportionnellement plus ancré en Lorraine. Alors de 63,4% en 1965, la part de la mobilité structurelle diminue fortement en Lorraine en 1977 (-41.6 points de pourcentage). Elle progresse cependant les 26 années qui suivent, alors marquées par d'importantes restructurations de l'activité productive et de l'emploi. Les changements structurels de l'économie se répercutent alors sur les déplacements sociaux, et sur la nature de ces derniers.

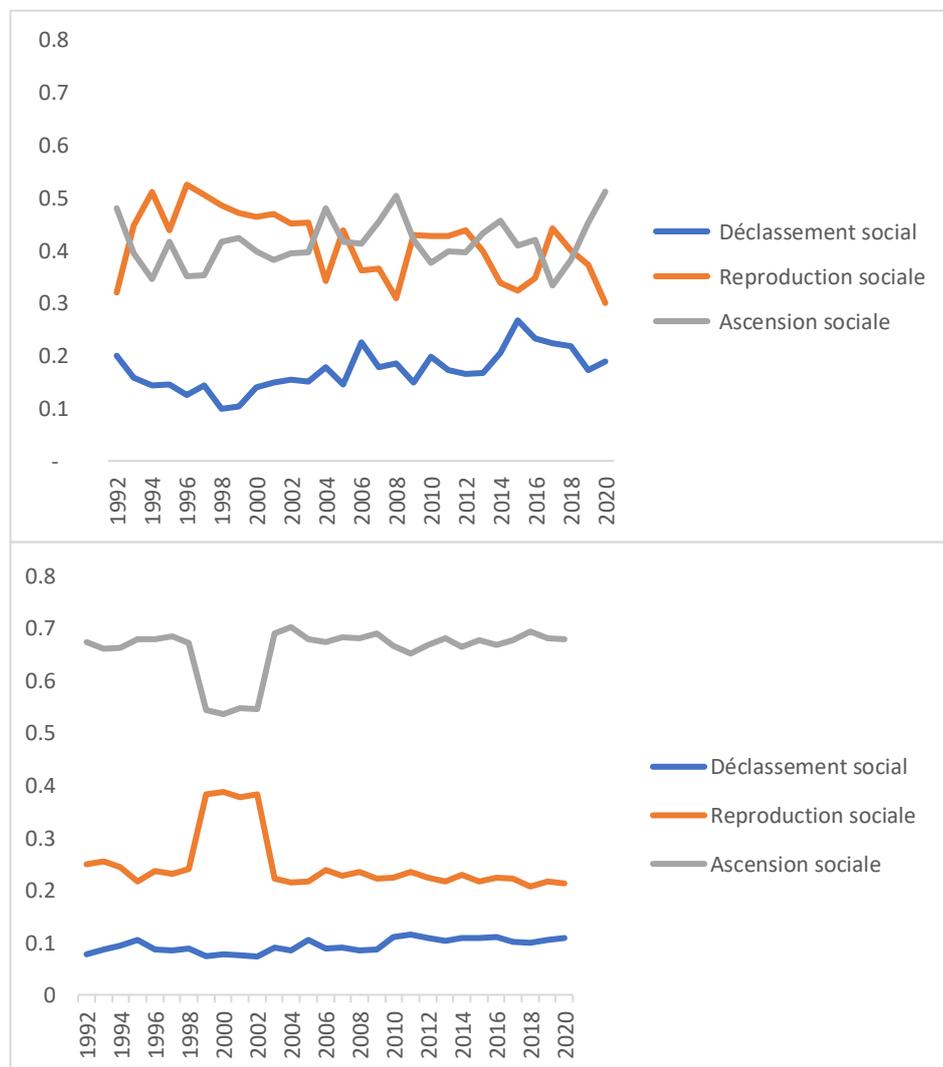
Observons désormais les trajectoires sociales et les voies de mobilité différenciées des travailleurs frontaliers lorrains.

### 3.2. Etude longitudinale des trajectoires sociales des travailleurs

Nous suivons également de manière longitudinale les trajectoires sociales des enquêtés sur 28 ans (1992 - 2020). Sur ces années, la Lorraine est marquée par l'essor du travail frontalier (Belkacem et al., 2006). Nous observons, en premier lieu, que la trajectoire sociale la plus fréquente chez les lorrains en poste au Luxembourg est reproduction sociale de 1993 à 2003 et de 2009 à 2012 (graphique 5 ci-dessous). En dehors de ces périodes, les trajectoires d'immobilité sociale et d'ascension sociale s'entremêlent pour les travailleurs lorrains frontaliers. Cela étant, les trajectoires sociales ne s'entremêlent pas pour les travailleurs lorrains non-frontaliers. Nous observons une prédominance des trajectoires d'ascension sociale sur toute la période considérée. En moyenne, 25% des individus observent des trajectoires de reproduction sociale sur cette période et 9% de déclassement social. Les travailleurs frontaliers sont quant à eux, en moyenne, 17% en déclassement social, 41% en ascension sociale et 41% en reproduction sociale sur l'ensemble de la période.

Ces résultats se confirment lorsque l'on observe la place des frontaliers au sein des échanges intergénérationnels entre les groupes socio-professionnels en Lorraine (3.3). En 1995, ils suivent plus fréquemment une trajectoire horizontale, signe d'une reproduction sociale : les enfants d'ouvriers sont à leur tour ouvriers. Des trajectoires d'ascension sociale se dégagent tout de même avec un nombre croissant d'enfants d'ouvriers étant désormais employés ou professions intermédiaires.

Graphique 5 : Suivi longitudinal des trajectoires sociales des travailleurs lorrains frontaliers et non-frontaliers

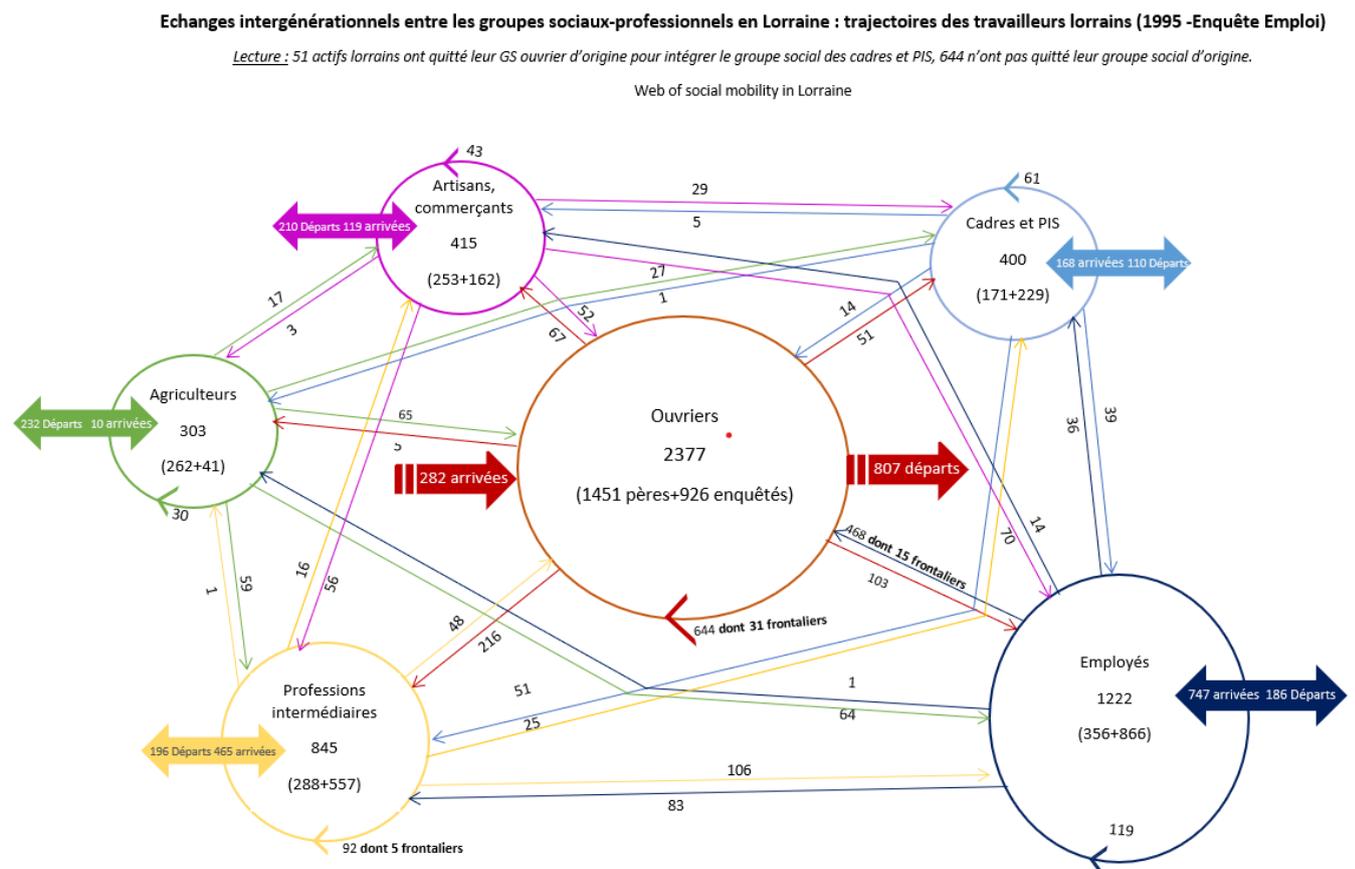


Source : Graphiques réalisés par l'auteure à partir des données de l'INSEE (Enquêtes Emploi/EEC 1992 – 2020)

### 3.3. Etude des échanges intergénérationnels entre les groupes socioprofessionnels

Nous accompagnons cette étude d'une analyse précise des échanges entre les groupes socioprofessionnels, que nous répliquons trois fois en 1995, 2005 et 2015.

Figure 2 : Echanges intergénérationnels entre les groupes socio-professionnels en Lorraine (1995)



Le 1995 à 2015, on remarque une persistance de l'hégémonie de la classe ouvrière en Lorraine. Sa taille reste plus importante que les autres groupes socio-professionnels, principalement due à la contribution des ascendants des enquêtés. Dès 2005, les employés deviennent presque tout aussi nombreux que les ouvriers dans la génération des enquêtés (voir figures A2.3 à A2.4 en Annexe 2). On observe également de plus en plus d'ouvriers quittant leur groupe socio-professionnel d'origine au profit du groupe des Cadres et PIS (51, 37, puis 64), Employés (468, 244 puis 298) ou Professions intermédiaires (216, 131, puis 179).

A partir de ces données, nous construisons la table des destinées des travailleurs lorrains en poste au Luxembourg (voir table des destinées A2.7 en Annexe 2). En 1995, les enfants d'ouvriers frontaliers deviennent à 62% ouvriers, à 34% employés ou professions intermédiaires et à 4% cadre et PIS. Vingt ans plus tard, en 2015, les enfants d'ouvriers deviennent à 46,8% employés ou professions intermédiaires à 40,4% ouvrier et à 8,5% cadres et PIS. La reproduction sociale semble donc s'atténuer dans le recrutement des frontaliers lorrains, et des perspectives d'ascension émergent.

De plus en plus, le travail frontalier recrute des enfants de Cadres et Professions intellectuelles supérieures. Alors que nous ne retrouvons qu'une faible part d'entre eux dans notre échantillon (1,4% en 1995), ils deviennent plus nombreux à mesure que le travail frontalier progresse (13,7% en 2020). Cependant, nous observons que ces derniers occupent alors un emploi qui les décline de facto (Employés – Professions intermédiaires). Le travail frontalier permet donc de reclasser en partie les descendants d'ouvriers lorrains dans la hiérarchie sociale, leur permettant d'atteindre le groupe socioprofessionnel des employés ou professions intermédiaires mais pas encore des cadres et PIS. Quant aux descendants de cadres et PIS, la structure du marché de l'emploi luxembourgeois et l'Offre de travail qui en émane (le cluster financier pourvoit majoritairement des emplois au sein d'activités tertiaires de soutien aux activités financières) les décline socialement en les intégrant dans le groupe socioprofessionnel des Employés – Professions intermédiaires. Ces résultats confirment l'idée que les trajectoires sociales sont étroitement dépendantes du contexte économique, sectoriel et de l'architecture institutionnelle qui façonne le marché du travail environnant. Les trajectoires sociales des individus de notre étude ne peuvent s'observer qu'à la lumière des éléments de contexte mentionnés précédemment.

En 2020, on remarque une évolution du recrutement et des destinées des frontaliers. Autrefois majoritairement des enfants d'ouvriers devenant à leur tour ouvrier, ils sont désormais majoritairement des enfants d'ouvriers travaillant à 60,8% dans la catégorie professions intermédiaires ou employés. Nous observons également une diminution du nombre d'ouvriers parmi les travailleurs lorrains en poste au Luxembourg (-22,87 points de pourcentage) au profit des professions intermédiaires (+30,16 points de pourcentage) et des cadres et professions intellectuelles supérieures (+21,07 points de pourcentage) entre 1995 et 2020. Parmi ces cadres et PIS, 27,8% avaient un père appartenant lui-même à ce groupe socioprofessionnel et 33,3% d'entre eux avaient un père ouvrier.

## 4) Modèle économétrique et résultats empiriques

### 4.1. Modèle économétrique

Nos résultats sont analysés à l'aide d'un modèle de régression logistique multinomiale :

$$\pi_m(x) = P(Y = m | X) = \frac{e^{\beta_{0m} + \beta_{1m} x_1 + \dots + \beta_{jm} x_j}}{1 + \sum_{m=1}^{M-1} e^{\beta_{0m} + \beta_{1m} x_1 + \dots + \beta_{jm} x_j}} \quad m = -1, 0, 1$$

La variable expliquée Y prend trois modalités, chacune étant associée à un type de trajectoire :

m = -1 si l'enquêté est en situation de déclassement social

m = 0 si l'enquêté est en situation de reproduction sociale

m = 1 si l'enquêté est en situation d'ascension sociale

Nous retenons 4 variables explicatives principales :

X<sub>1</sub> = origine sociale de l'enquêté

X<sub>2</sub> = mobilité frontalière

X<sub>3</sub> = genre de l'enquêté

X<sub>4</sub><sup>11</sup> = secteur d'activité économique où l'enquêté exerce sa profession

Le modèle permet alors de modéliser trois types de trajectoires sociales en fonction des quatre variables explicatives (voir Figure A3.1 « Architecture du modèle de l'étude » en Annexe 3).

---

<sup>11</sup> Pour des raisons méthodologiques, la variable explicative du secteur d'activité économique sera retenue comme variable de contrôle de notre modèle (voir table A3.2 Annexe 3).

## 4.2. Résultats empiriques

Les lorrains frontaliers présentent des coefficients négatifs dès 1995, ce qui témoigne de l'amointrissement de leurs chances de connaître une situation d'ascension sociale, comparativement à leurs homologues en situation de reproduction sociale<sup>12</sup> (voir table 1 ci-dessous). Ces résultats font échos aux observations précédentes de l'étude des échanges intergénérationnels entre les groupes socioprofessionnels, où les frontaliers lorrains occupent plus fréquemment une position similaire à celle de leur ascendant sur les vagues d'enquêtes considérées.

Table 1 : Régression logistique multinomiale

Variables	Coefficients						
	(1965)	(1977)	(1985)	(1995)	(2005)	(2015)	(2020)
Déclassement social (Y = -1 )							
Origine sociale (=2)	-1.597*** (0.257)	-1.989*** (0.374)	-3.090*** (0.268)	-2.390*** (0.162)	-2.810*** (0.266)	-2.100*** (0.182)	-1.994*** (0.233)
Origine sociale (=3)	-1.096* (0.426)	-0.806 (0.507)	-1.593*** (0.239)	-1.003*** (0.133)	-1.082*** (0.179)	-1.224*** (1.146)	-1.029*** (0.178)
Frontalier	0.8292 (0.723)	-1.176* (0.441)	-1.308 (1.182)	-0.076 (0.289)	0.094 (0.362)	0.761*** (0.203)	0.385 (0.242)
Genre	-0.784*** (0.143)	-0.434** (0.150)	0.593 (0.190)	-0.108 (0.116)	-0.537** (0.172)	-0.483 *** (0.129)	-0.006 (0.153)
Constante	-0.038 (0.077)	-0.373*** (0.089)	0.923*** (0.216)	0.234** (0.110)	0.557*** (0.144)	0.438*** (0.109)	0.056 (0.125)
Reproduction sociale (Y=0)	<i>ref</i>	<i>ref</i>	<i>ref</i>	<i>ref</i>	<i>ref</i>	<i>ref</i>	<i>ref</i>
Ascension sociale (Y = 1 )							
Origine sociale (=1)	4.636*** (0.291)	4.503*** (0.254)	2.545*** (0.371)	2.678*** (0.164)	3.408*** (0.251)	3.019*** (0.189)	3.245*** (0.248)
Origine sociale (=2)	4.128*** (0.243)	3.673*** (0.207)	1.452*** (0.352)	1.362*** (0.122)	2.711*** (0.198)	2.137*** (0.132)	2.403*** (0.1515)
Origine sociale (=3)	3.799 *** (0.339)	3.377*** (0.327)	0.553 (0.368)	0.6882*** (0.136)	1.592*** (0.212)	0.995*** (0.143)	1.276*** (0.163)
Frontalier	-1.829 (1.129)	0.153 (0.327)	-0.372 (0.328)	-1.472*** (0.246)	-1.239*** (0.251)	-1.018*** (0.184)	-0.718*** (0.189)
Genre	0.588*** (0.168)	0.485** (0.169)	0.922*** (0.123)	0.892*** (0.068)	1.064*** (0.108)	0.665*** (0.087)	0.834*** (0.108)
Constante	-3.487*** (0.240)	-2.765*** (0.195)	-1.582*** (0.355)	-0.715*** (0.127)	-1.669*** (0.201)	-0.870*** (0.131)	-1.033*** (0.145)
Observations	1719	1544	1553	5358	2544	3720	2557
R <sup>2</sup>	0.3176	0.3332	0.1951	0.1594	0.2446	0.2091	0.2176

Note: Niveaux de significativité : \*\*\* :  $p < 0.01$ , \*\* :  $p < 0.05$ , \* :  $p < 0.10$ .

Erreurs-types robustes ajustées à l'hétéroscédasticité entre parenthèses.

La variable Origine sociale=4 a été retirée du modèle. Celle-ci ne présentant pas d'erreurs-types robustes.

Source : calculs de l'auteure obtenus à partir du logiciel Stata

<sup>12</sup> Pour étudier l'effet du travail frontalier sur la trajectoire sociale d'un travailleur, nous prenons également en compte la magnitude du coefficient et du odds ratio (voir graphique A3.3.). Pour chaque unité d'augmentation du statut de frontalier, les odds d'appartenir à la catégorie d'ascension sociale par rapport à la catégorie de reproduction sociale diminuent de 77% en 1995, 71% en 2005, 64% en 2015 et 51% en 2020. Bien que cet effet négatif persiste, son ampleur diminue entre 1995 et 2020.

Ces résultats ont des implications significatives pour analyser les raisons sous-jacentes à la décision de migrer. Bien qu'un emploi frontalier au Luxembourg permette généralement d'obtenir des salaires plus élevés qu'en France, il n'est pas nécessairement synonyme d'ascension sociale. Dans notre étude, la mobilité transfrontalière n'a pas encore permis aux individus de connaître significativement une ascension sociale, comme définie précédemment.

Ces observations nous incitent à réintégrer les dynamiques économiques et spatiales au sein de l'étude des mobilités sociales et spatiales. Les travailleurs lorrains frontaliers vers le Grand-Duché de Luxembourg sont amenés à occuper des emplois au sein des secteurs d'activités du cluster financier. Ces emplois les affilient à un groupe socio-professionnel particulier qui, en fonction de leur origine sociale, leur permet ou non d'être socialement mobiles

Ainsi, la trajectoire sociale des travailleurs est étroitement liée à la structure de l'appareil productif et aux types d'emplois qu'il génère. La structure de l'industrie financière luxembourgeoise crée une division du travail et une hiérarchie professionnelle et sociale particulière (Chambost & al., 2016), qui se reflète dans les trajectoires sociales des employés.

En étudiant les trajectoires sociales des travailleurs frontaliers, ce travail complète la littérature existante sur l'explication et la compréhension des migrations frontalières (Nonnenmacher, 2022). Nous apportons une explication théorique sous le prisme de l'économie géographique et l'économie du travail. En articulant les liens entre mobilité géographique et mobilité sociale, nous fournissons également une preuve empirique supplémentaire mettant en lumière la complexité de ces relations, qui ne peuvent être réduites à l'établissement d'une corrélation positive (Blum & al., 1985 ; Fielding, 1990). Nos résultats confirment l'idée qu'un déplacement géographique entraîne un déplacement social (Noirel, 1988 ; Bidet, 2018). Ces déplacements peuvent être horizontaux ou verticaux, en fonction des dynamiques socio-économiques en œuvre.

## 5) Conclusion

Nous avons proposé une étude empirique régionale des trajectoires sociales des actifs lorrains eu égard au contexte historico-économique particulier de la Lorraine. Dans le prolongement des travaux des sociologues et économistes attentifs à la dimension spatiale des phénomènes socio-économiques (Bourdieu, 1974), nous étudions l'influence de l'origine géographique et sociale de l'individu sur sa trajectoire sociale. Nous intégrons également l'impact du contexte économique et sectoriel sur la nature de la trajectoire sociale du travailleur. L'analyse tridimensionnelle menée révèle un déterminisme social plus important en Lorraine que sur le reste du territoire. Ce déterminisme social se caractérise par un autorecrutement plus important au sein de la classe ouvrière, mais aussi par des destinées davantage prédéterminées. L'étude de l'évolution des échanges intergénérationnels en Lorraine révèlent des parcours complexes et variés, qui sont enracinés dans une topologie des ordres spécifiques. Etudier les trajectoires sociales des individus et leurs déplacements sociaux revient inéluctablement à replacer le contexte multidimensionnel qui encadrent ces déplacements. Le poids de l'origine sociale et son influence sur les trajectoires des travailleurs nécessite d'intégrer l'influence des différentes formes de croissance et d'accumulation du capital qui façonnent la division sociale du travail et les classes sociales.

Au regard de l'analyse économétrique, certains résultats observés à l'aide des outils de sociologie quantitative se confirment. Nous observons, par exemple, que les chances d'observer une situation d'ascension sociale semblent plus limitées pour les Lorrains que pour les non-Lorrains. Elles semblent également davantage limitées pour les Lorrains optant pour une mobilité professionnelle transfrontalière que ceux travaillant sur le sol français.

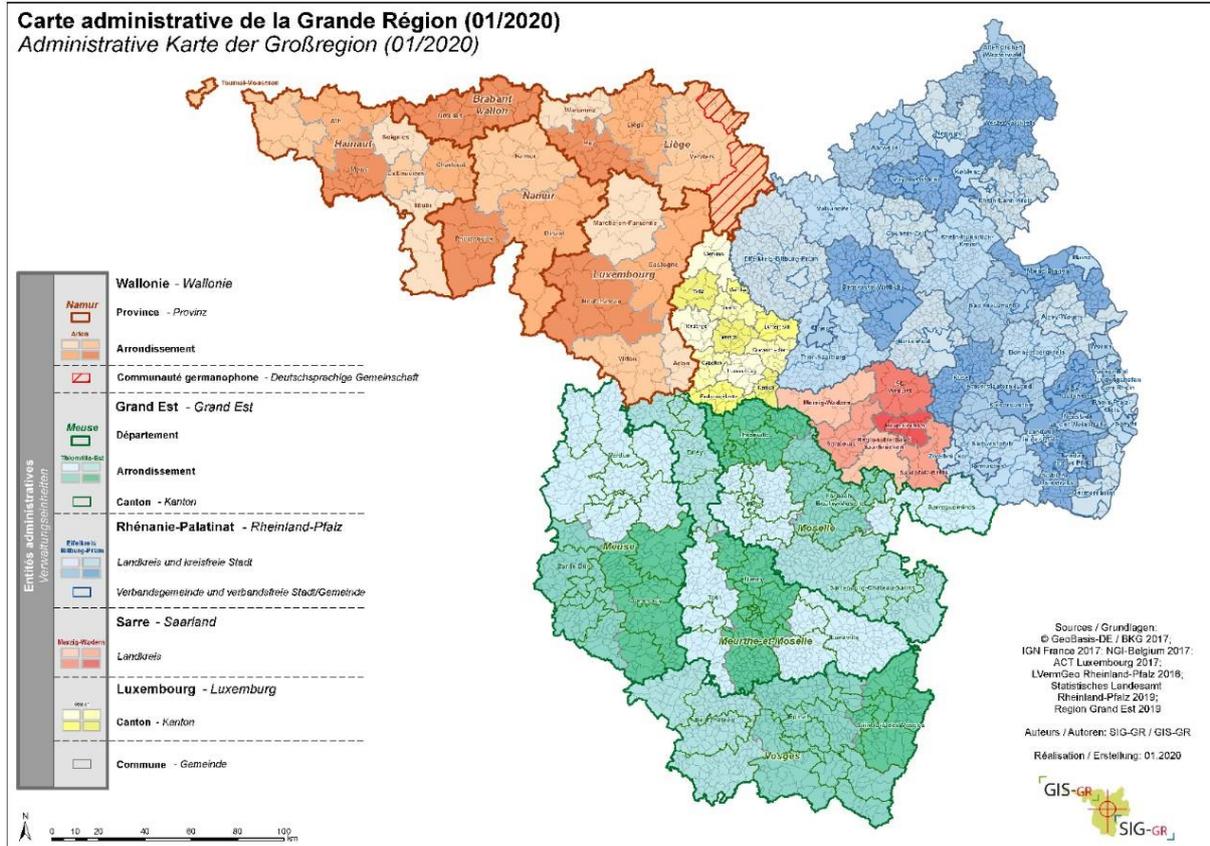
Ces résultats permettent ainsi d'intégrer l'analyse économique-géographique au cœur des phénomènes de mobilités sociales. Ils permettent également de considérer les implications sociales des phénomènes économiques et géographiques. Ce travail permet d'exprimer une partie du contenu social des relations économiques (Aglietta, 1982 ; Boyer 2010). Il éclaire sur le rôle de l'organisation économique et productive sur la configuration sociale. En outre, nos résultats produisent des enseignements sur l'évolution du phénomène de différenciation sociale au regard des transformations économiques.

En articulant les liens entre mobilité géographique, frontalière et sociale, cette étude empirique déconstruit une partie des postulats affirmant que la mobilité frontalière s'accompagne d'une mobilité sociale ascendante, ainsi qu'une partie des postulats affirmant que les dynamiques économiques contemporaines introduisent les travailleurs dans un système plus méritocratique, conduisant à de la fluidité sociale et des trajectoires d'ascension sociale.

Elle ouvre également des pistes réflexives sur la complexité des déplacements sociaux engendrés par le travail frontalier. Les trajectoires des travailleurs situés sur des zones frontalières sont alors façonnées par les transformations socio-économiques de deux territoires, et s'opèrent en fonction des divergences économiques entre ces deux espaces.

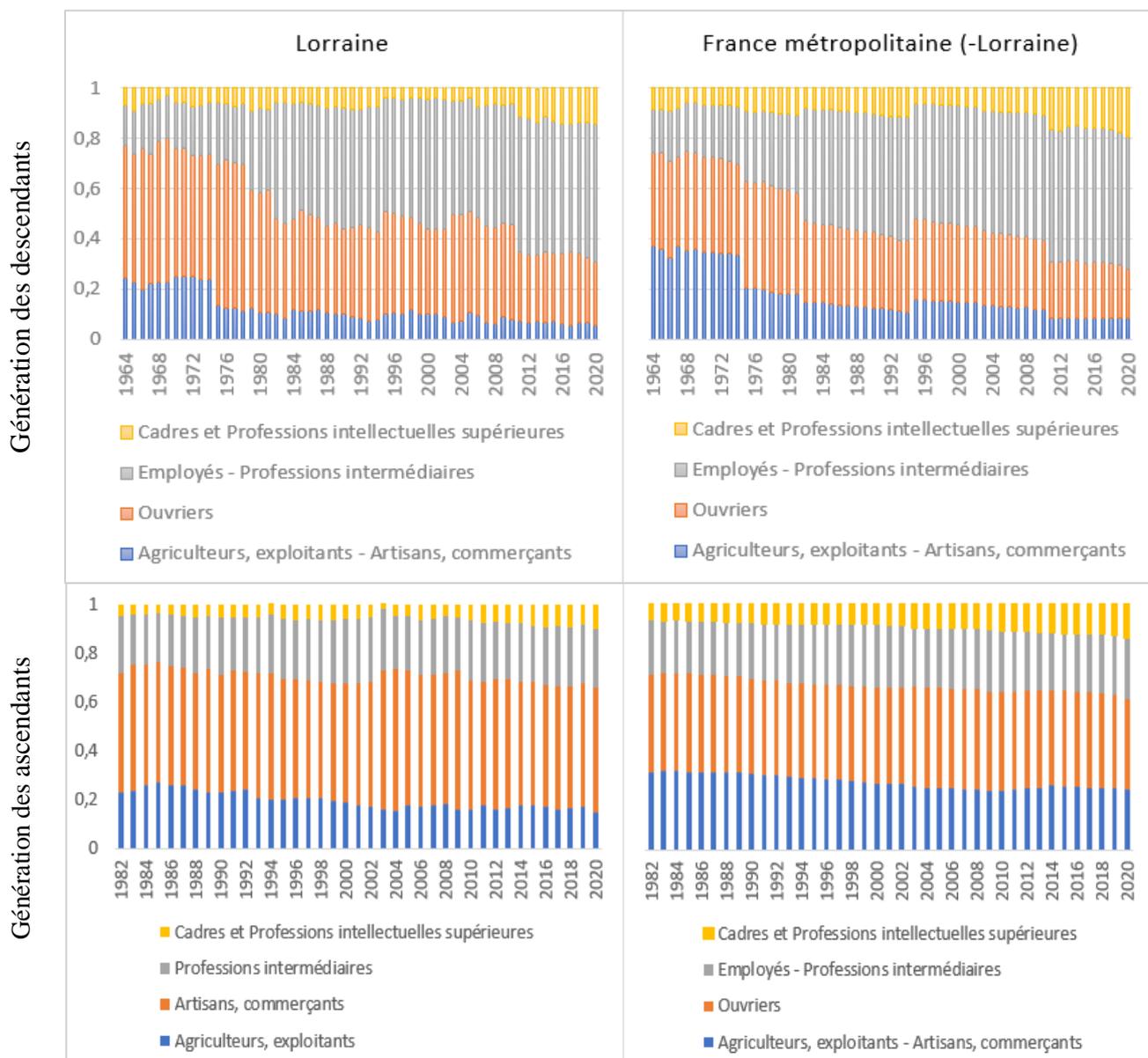
# Annexe 1

## Carte A1.1 : Carte administrative de la Grande Région



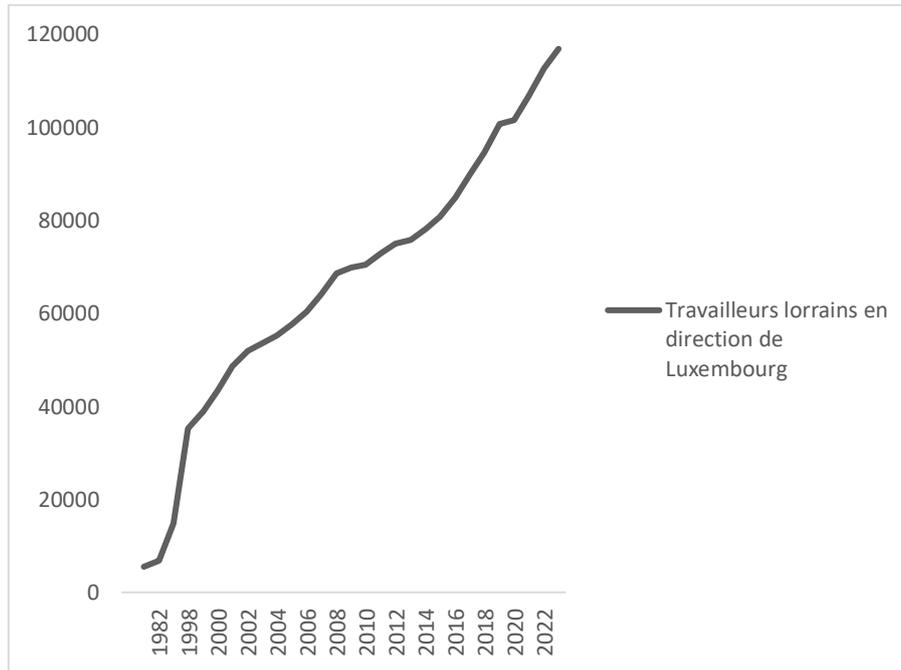
Source : Système d'information géographique de la Grande Région

Graphique A1.2 : Répartition des classes sociales en Lorraine et en France métropolitaine : évolution historique de la génération des descendants et des ascendants



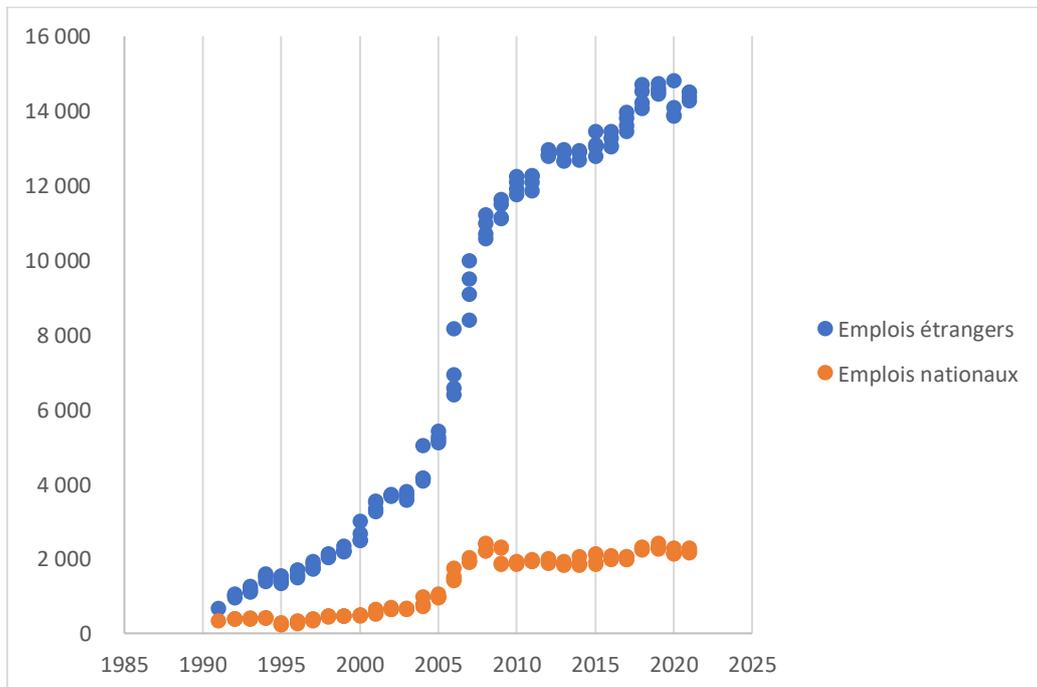
Source : Graphique réalisé par l'auteure à partir des données de l'INSEE (Enquêtes Emploi/EEC annuelles de 1964 à 2020)

Graphique A1.3 : Evolution des effectifs de travailleurs frontaliers lorrains en direction du Grand-Duché de Luxembourg



Source : Graphique réalisé par l’auteure à partir des données du CCSS et de l’IGSS (tableaux interactifs de l’emploi 2009 – 2023) et des données de l’INSEE (recensements 1982 – 2008)

Graphique A1.4 : Evolution de la répartition des emplois du secteur financier luxembourgeois



Source : Graphique réalisé par l’auteure à partir des données de la Banque Centrale du Luxembourg

Tableau A1.1. Topologie des ordres (1960-2020)

Années	Ordre économique	Ordre spatial	Ordre social
1960	<p><b>Lorraine/ Industrialisation - Restructuration</b></p> <p>Les deux tiers des Lorrains sont employés dans l'industrie. Le début des années 1960 est marqué par l'avènement des mines de fer lorraines et des performances industrielles. La Lorraine est érigée en espace industriel puissant par ses productions et ses effectifs salariaux. Les grandes restructurations de l'appareil productif émergent dès 1962. Les entreprises sidérurgiques cherchent à rationaliser leurs productions et améliorer leurs performances. Les premières fermetures de sites et vagues de licenciement apparaissent dès 1963 et se succèdent entraînant une perte de emplois.</p> <p><b>Luxembourg/ Diversification industrielle</b></p> <p>Au Grand-Duché de Luxembourg, la politique de diversification industrielle est engagée eu égard à la dépendance accrue du pays aux exportations sidérurgiques étrangères. Initié en 1962 avec la loi cadre, le gouvernement encourage l'implantation de nouvelles industries lesquelles profitent d'allègements fiscaux, de prêts à taux réduits et de subventions. La production d'acier représentait 43% du PIB en 1952, 32% en 1960, et 29% du PIB en 1970 (STATEC).</p> <p>La diversification industrielle fonctionne, au profit de nouveaux types de fabrication (caoutchouc, plastique, chimie, transformation de métaux) et de la constitution progressive d'une place financière internationale. Ces secteurs en plein essor créent des emplois, permettant de résorber la perte occasionnée par la restructuration de la sidérurgie et stabiliser l'emploi total.</p>	<p><b>Lorraine/ Attractivité territoriale</b></p> <p>La Lorraine accueille des travailleurs étrangers dont des travailleurs européens dans son industrie. Avant 1960, les travailleurs Luxembourgeois et Belges venaient travailler sur des sites industriels sidérurgiques lorrains (Expansion/n°580 ; Auburtin, 2005).</p> <p>Les travailleurs étrangers composent 11,85% de la population active travaillant en Lorraine (CAPEMM/ INSEE - Recensement 1962) et 37,7% de l'effectif ouvrier des usines en 1975 (INSEE - Recensements).</p> <p><b>Luxembourg/ Progression du travail frontalier</b></p> <p>Dans les années 1960, les flux de main d'œuvre entre la Lorraine et le Luxembourg s'inversent progressivement.</p> <p>Au début des années 1960, la STATEC dénombre 3884 travailleurs frontaliers vers le Luxembourg (IGSS). Ils représentent alors 2,9% de l'emploi total.</p> <p>En 1975, 5 500 lorrains travaillent au Luxembourg (CCSS-IGSS).</p>	<p><b>Lorraine/ Dominance de la classe ouvrière<sup>1</sup></b></p> <p>Au milieu des années 1960, plus d'un actif sur deux appartient à la classe ouvrière (58,85%) et 60,6% dans la génération de leur ascendant. Un quart des enquêtés appartient à la classe des agriculteurs-artisans (24,6%) et un peu moins d'un actif sur six à la classe des employés-professions intermédiaires (15,9%).</p> <p>Au total, 55,9% des actifs appartiennent à la classe ouvrière et 12,10% à la classe des employés-professions intermédiaires.</p> <p><b>Luxembourg/ Dominance de la classe ouvrière et progression des employés et fonctionnaires</b></p> <p>En 1960, les « ouvriers et apprentis<sup>2</sup> » composent 45, 62% des travailleurs (STATEC-Recensement de la population). Les actifs issus de la catégorie « employés et fonctionnaires » représentent quant à eux 25, 71% des travailleurs. Les actifs issus de la catégorie « indépendants et patrons », 17,25%.</p> <p>En 1970, les actifs issus de la catégorie « employés et fonctionnaires » gagnent 9,25 points de pourcentage, atteignant 34,96%. Les « ouvriers et apprentis » restent majoritaires, composant 47,16% des actifs. Les années 1970 marquent alors un tournant. La majorité des actifs sont désormais employés dans les services (STATEC).</p>
1980	<p><b>Lorraine/ Désindustrialisation</b></p> <p>Avec la crise des années 1970 et les difficultés économiques qu'elle engendre, le processus de désindustrialisation s'accélère. Une vague de licenciement frappe alors la Lorraine. Le chômage se développe et singularise la désindustrialisation Lorraine des années 1960-1990 (Raggi, 2019). Le taux de diminution annuel du nombre de personnels des mines de fer de Lorraine progresse à mesure que la désindustrialisation se poursuit.</p> <p><b>Luxembourg/ Financiarisation</b></p> <p>L'élan de financiarisation tire la croissance luxembourgeoise et l'emploi national (133 700 emplois en 1960, 158 200 en 1980 /STATEC). Cette progression de 24 500 emplois résulte de la perte de 13 200 emplois dans le secteur primaire, le gain de 1 100 emplois dans le secteur secondaire et le gain 36 600 emplois dans le secteur des services.</p>	<p><b>Lorraine/ Redirection des flux de main d'œuvre</b></p> <p>Malgré la déstructuration du tissu économique et social bâti autour de l'industrie, le secteur secondaire lorrain continue de capter 41% de la main d'œuvre en 1985, soit près de 10 points de pourcentage de plus que sur le reste du territoire (Graphique 3). La déprise industrielle freine les flux de travailleurs étrangers en direction de la Lorraine et accélère ceux en direction du Luxembourg.</p> <p><b>Luxembourg/ Accélération de l'emploi frontalier</b></p> <p>Dès les années 1980, le réservoir national de main d'œuvre ne suffit plus à pourvoir les postes créés. En 1982, 6740 lorrains vont travailler au Grand-Duché. Ils atteignent le nombre de 14 940 en 1990. Ils doublent de nouveau la décennie qui suit enregistrant 38 911 travailleurs frontaliers en 1999 (Graphique 1).</p>	<p><b>Lorraine/ Résistance de la classe ouvrière et progression du groupe socioprofessionnel des employés-professions intermédiaires</b></p> <p>La classe ouvrière concentre près d'un actif sur deux dans la génération des enquêtés (47,4%) et près d'un actif sur deux dans la génération de leur ascendant (48,9%).</p> <p>La classe des employés-professions intermédiaires concentre un peu plus d'un actif sur trois dans la génération des enquêtés (33,9%) et un peu moins d'un actif sur quatre dans la génération de leur ascendant (23,5%).</p> <p>Au total, 42,4% des actifs appartiennent à la classe ouvrière et 43% à la classe des employés-professions intermédiaires toutes générations confondues.</p>
2000	<p><b>Lorraine/ Poursuite de la désindustrialisation</b></p> <p>Lourdement impactée par les restructurations industrielles, la Lorraine se désindustrialise toujours dans les années 2000. Le secteur secondaire représentait toujours 22% de la valeur ajoutée régionale en 2000 (INSEE). L'emploi reste fortement impacté par cet héritage industriel. L'emploi total baisse de 4,3% entre 2000 et 2013. Le secteur tertiaire non marchand devient le secteur dominant de la région. En 2003, 67% des lorrains sont désormais employés dans le secteur tertiaire, toujours légèrement moins que sur le reste du territoire français (calculs de l'auteur à partir des données de l'INSEE).</p> <p><b>Luxembourg/ Accélération de la financiarisation</b></p> <p>Le dynamisme économique luxembourgeois continue d'être tiré par les exportations des services financiers et les activités de gestion de patrimoine.</p> <p>Le nombre d'emplois du secteur financier pourvus par des étrangers quadruple au Luxembourg. A mesure que la financiarisation progresse, la main d'œuvre étrangère, majoritairement frontalière, augmente.</p>	<p><b>Lorraine/ Intensification de la redirection des flux</b></p> <p>La redirection des flux de travailleurs en direction du Luxembourg se poursuit et s'intensifie compte tenu de la progression de l'attractivité territoriale du cluster financier luxembourgeois.</p> <p>En 2000, 43 421 lorrains vont travailler au Luxembourg soit six fois plus qu'il y a 20 ans (CCSS-IGSS). En 2010, ils sont 70 470. Les lorrains représentent alors 47% de l'emploi frontalier du Luxembourg et 20% de l'emploi total luxembourgeois.</p> <p><b>Luxembourg/ Progression du travail frontalier</b></p> <p>La financiarisation du Grand-Duché progresse et le secteur financier embauche un nombre croissant d'étrangers (Graphique 2). Les travailleurs frontaliers composent alors 42% de l'emploi total luxembourgeois en 2010 (CCSS-IGSS).</p>	<p><b>Divergences générationnelles : résistance de la classe ouvrière dans la génération des ascendants et homologation des lorrains de la génération des descendants aux tendances nationales de progression des classes des employés-professions intermédiaires</b></p> <p>La classe ouvrière concentre un actif sur trois dans la génération des enquêtés (33,8%) et près d'un actif sur deux dans la génération de leur ascendant (48,5%).</p> <p>La classe des employés-professions intermédiaires concentre un peu plus d'un actif sur deux dans la génération des enquêtés (51,6%) et un actif sur quatre dans la génération de leur ascendant (26,2%).</p> <p>Au total, 44,5% des actifs appartiennent à la classe ouvrière et 33,1% à la classe des employés-professions intermédiaires toutes générations confondues.</p>
2020	<p><b>Lorraine/ Fin de la désindustrialisation, tertiarisation de l'économie</b></p> <p>Les activités économiques lorraines se diversifient. Le dynamisme économique est désormais tiré par les activités de services. L'impact de l'activité frontalière du cluster financier frontalier contribue à l'accroissement des inégalités de revenus dans le Nord de la Lorraine. Elle comptabilise désormais 42% de travailleurs frontaliers dans sa population active (INSEE, 2020). Parmi eux, on observe des revenus supérieurs de plus de 30 % à la moyenne régionale dans les communes périurbaines frontalières (Aguram, 2023). Le territoire lorrain devient le réceptacle d'inégalités sociales exacerbées et de tensions du marché du logement.</p> <p><b>Luxembourg/ Pérennisation et ralentissement progressif de la financiarisation</b></p> <p>En 2020, le nombre de personnes en emploi a presque quadruplé par rapport à 1960 au Luxembourg (Eurostat). La spécialisation sectorielle luxembourgeoise perdure. Le secteur financier génère, en 2020, 25,7% du PIB. Le secteur des services représente quant à lui 55% du PIB (Direction Générale du Trésor, 2021). Les emplois directs et indirects de la finance commencent à enregistrer une légère recrudescence (Graphique 2).</p>	<p><b>Lorraine/ Dépendances territoriales et consensus autour du « New Deal transfrontalier »</b></p> <p>Les flux de main d'œuvre transfrontaliers progressent toujours et dépassent les 100 000 navetteurs par jour. En 2020, 101 540 lorrains vont travailler au Luxembourg et 116 860 en 2023 (CCSS-IGSS).</p> <p>La proximité avec le Luxembourg devient l'élément phare de l'attractivité territoriale et économique de la Lorraine. Elle héberge des travailleurs lorrains, et accueille des travailleurs européens et internationaux, devenant une terre d'habitation pour les travailleurs en direction du Grand-Duché de Luxembourg. Le Nord de la Lorraine, frontalier, connaît un phénomène résidentialisation.</p> <p><b>Luxembourg/ Persistance du travail frontalier</b></p> <p>Au début des années 2020, l'emploi frontalier progresse au Luxembourg atteignant 43% de l'emploi total en 2020 (CCSS-IGSS). Les travailleurs lorrains représentent 50% de la main d'œuvre frontalière. En 2023, les travailleurs lorrains composent 23% de l'emploi total luxembourgeois.</p>	<p><b>Lorraine/ Persistance des divergences générationnelles : légère atténuation des écarts générationnels</b></p> <p>La classe ouvrière concentre un actif sur quatre dans la génération des enquêtés (24,9%) et toujours un actif sur deux dans la génération de leur ascendant (51,3%).</p> <p>55,4% des actifs appartiennent à la classe des employés-professions intermédiaires dans la génération des enquêtés et 24,2% dans la génération des ascendants.</p> <p>Au total, 42% des actifs appartiennent à la classe ouvrière et 35,2% à la classe des employés-professions intermédiaires toutes générations confondues.</p>

<sup>1</sup> Les données exposées dans cette colonne proviennent des calculs de l'auteur, à partir des données de l'INSEE.  
<sup>2</sup> Avant 1970, les sources de statistiques luxembourgeoises développent une approche du marché du travail et des catégories socio-professionnelles qui le composent sous le prisme de la relation de travail (salarie ou indépendant). Les recensements des individus permettent, en premier lieu, de les classer selon leur profession (Recensements de 1871 et 1907), puis selon leur secteur d'activité.

Source : Tableau réalisé par l'auteur

## Annexe 2

Tableau A2.1. Structures sociales de la génération des ascendants – France métropolitaine et Lorraine

		GSP des pères des enquêtés						
		Territoire	Agriculteurs, exploitants	Artisans, commerçants	Cadres et PIS	Employés/ Professions intermédiaires	Ouvriers	Ensemble
Année d'enquête	<b>1964</b>	France	32,3	10,0	9,4	20,9	27,3	100,0
		Lorraine	15,2	9,0	5,2	20,7	49,9	100,0
	<b>1977</b>	France	33,0	17,5	8,9	14,4	26,2	100,0
		Lorraine	17,9	13,9	5,0	19,9	43,3	100,0
	<b>1985</b>	France	27,7	15,6	9,0	17,6	30,2	100,0
		Lorraine	23,4	12,7	7,9	19,6	36,5	100,0
	<b>1993</b>	France	25,8	14,3	9,1	18,8	31,9	100,0
		Lorraine	20,8	14,1	6,3	21,4	37,5	100,0
	<b>2003</b>	France	24,2	13,5	8,8	20,3	33,1	100
		Lorraine	23,3	10,2	6,7	17,2	42,5	100,0
	<b>2014</b>	France	20,6	13,8	12,5	20,5	32,5	100,0
		Lorraine	19,7	8,8	7,4	23,4	40,7	100,0

*Champ : Actifs français âgés de 20 à 64 ans ayant déjà exercé une activité professionnelle*

*Lecture : En 1964, 32,3% des pères des enquêtés étaient agriculteurs en France. Ils sont 15,2% sur le territoire lorrain.*

*Source : Calculs de l'auteure / Enquête FQP, INSEE, 1964-2014.*

Tableau A2.2. Structures sociales de la génération des descendants – France métropolitaine et Lorraine

		GSP des enquêtés						
		Territoire	Agriculteurs, exploitants	Artisans, commerçants	Cadres et PIS	Employés/ Professions intermédiaires	Ouvriers	Ensemble
Année d'enquête	<b>1964</b>	France	7,9	10,1	16,8	30,8	34,4	100,0
		Lorraine	3,8	7,7	10,9	29,7	47,9	100,0
	<b>1977</b>	France	7,4	9,0	23,5	35,4	24,8	100,0
		Lorraine	5,7	9,6	14,4	39,4	30,9	100,0
	<b>1985</b>	France	6,4	9,1	19,4	43,3	21,8	100,0
		Lorraine	5,3	8,3	15,9	44,1	26,5	100,0
	<b>1993</b>	France	7,3	7,4	14,5	47,6	23,2	100,0
		Lorraine	4,9	6,9	12,3	46,8	29,0	100,0
	<b>2003</b>	France	4,3	5,6	17,2	53,2	19,7	100
		Lorraine	3,6	6,0	13,9	51,3	25,2	100,0
	<b>2014</b>	France	3,3	6,8	18,4	52,2	19,3	100,0
		Lorraine	4,2	4,3	15,5	55,7	20,2	100,0

*Champ : Actifs français âgés de 20 à 64 ans ayant déjà exercé une activité professionnelle*

*Lecture : En 1964, 34,4% des pères des enquêtés étaient ouvriers en France. Ils sont 47,9% sur le territoire lorrain.*

*Source : Calculs de l'auteure / Enquête FQP, INSEE, 1964-2014.*

I. Tables de mobilité des actifs français sur la période 1964-2014

Tableau A2.3. Table de recrutement des actifs français sur la période 1964-2014

		Table de recrutement – France métropolitaine					
		GSP des pères des enquêtés					
		Agriculteurs, exploitants	Artisans, commerçants	Cadres et PIS	Employés, Professions intermédiaires	Ouvriers	
GSP des enquêtés	Agriculteurs, exploitants	<b>1964</b>	89,4	2,3	0,6	2,1	5,7
		<b>1985</b>	85,9	3,2	0,6	2,0	8,4
		<b>2003</b>	80,7	3,4	0,8	4,2	10,9
		<b>2014</b>	74,4	4,5	2,2	6,7	12,2
	Artisans, commerçants	<b>1964</b>	19,9	24,1	5,3	20,5	30,3
		<b>1985</b>	15,9	33,1	5,3	15,2	30,5
		<b>2003</b>	11,9	27,0	7,1	19,4	34,6
		<b>2014</b>	7,9	27,5	11,2	19,8	33,6
	Cadres et PIS	<b>1964</b>	8,5	6,5	29,4	33,9	21,7
		<b>1985</b>	6,7	18,3	29,2	30,2	15,7
		<b>2003</b>	6,3	15,8	25,5	33,0	19,4
		<b>2014</b>	5,2	15,0	33,0	28,8	17,9
	Employés, Professions intermédiaires	<b>1964</b>	19,5	9,5	8,6	31,4	31,0
		<b>1985</b>	12,7	13,7	8,4	26,9	38,4
		<b>2003</b>	9,6	12,5	8,1	28,5	41,4
		<b>2014</b>	6,9	12,4	12,1	28,0	40,6
	Ouvriers	<b>1964</b>	24,4	7,9	3,1	16,7	47,9
		<b>1985</b>	17,3	9,6	1,5	13,7	57,9
		<b>2003</b>	12,7	8,9	2,3	16,7	59,4
		<b>2014</b>	8,8	9,6	4,1	19,2	58,4
	Ensemble	<b>1964</b>	32,3	10,0	9,4	20,9	27,3
		<b>1985</b>	27,7	15,6	9,0	17,6	30,2
		<b>2003</b>	24,2	13,5	8,8	20,3	33,1
		<b>2014</b>	20,6	13,8	12,5	20,5	32,5

*Champ* : Actifs français âgés de 20 à 64 ans ayant déjà exercé une activité professionnelle

*Lecture* : En 1964, 89,4% des agriculteurs avaient un père lui-même agriculteur, 27,3% des pères des enquêtés étaient ouvriers.

*Source* : Calculs de l'auteure / Enquête FQP, INSEE, 1964-2014.

Tableau A2.4. Table des destinées des actifs français sur la période 1964-2014

		Table des destinées – France métropolitaine						
		GSP des pères des enquêtés						
		Agriculteurs	Artisans, commerçants	Cadres et PIS	Employés, Professions intermédiaires	Ouvriers	Ensemble	
GSP des enquêtés	Agriculteurs	<b>1964</b>	33,6	2,6	0,7	1,0	1,7	7,9
		<b>1985</b>	28,5	1,3	0,4	0,5	1,3	6,4
		<b>2003</b>	19,0	0,8	0,3	0,5	0,7	4,3
		<b>2014</b>	14,7	0,6	0,3	0,4	0,5	3,3
	Artisans, commerçants	<b>1964</b>	6,2	22,9	5,8	8,0	7,6	10,1
		<b>1985</b>	7,7	19,8	5,2	6,1	6,8	9,1
		<b>2003</b>	5,0	10,9	4,1	3,9	4,2	5,6
		<b>2014</b>	5,9	13,0	5,2	4,8	5,1	6,8
	Cadres et PIS	<b>1964</b>	3,7	8,7	45,3	18,6	7,7	16,8
		<b>1985</b>	5,4	18,2	47,5	20,1	5,9	19,4
		<b>2003</b>	7,0	16,8	38,7	17,5	6,2	17,2
		<b>2014</b>	9,9	18,2	38,8	17,9	7,0	18,4
	Employés, Professions intermédiaires	<b>1964</b>	21,0	31,0	32,6	42,3	27,0	30,8
		<b>1985</b>	31,7	42,3	42,2	55,7	44,6	43,3
		<b>2003</b>	43,7	54,6	50,6	62,2	54,7	53,2
		<b>2014</b>	45,5	51,8	48,9	59,9	54,8	52,2
	Ouvriers	<b>1964</b>	35,4	34,8	15,6	30,2	56,0	34,4
		<b>1985</b>	26,8	18,4	4,8	17,5	41,4	21,8
		<b>2003</b>	25,2	17,0	6,3	15,9	34,1	19,7
		<b>2014</b>	24,0	16,4	6,8	17,0	32,5	19,3

*Champ : Actifs français âgés de 20 à 64 ans ayant déjà exercé une activité professionnelle*

*Lecture : En 1964, 56% des enfants d'ouvriers sont devenus à leur tour ouvriers.*

*Source : Calculs de l'auteure / Enquête FQP, INSEE, 1964-2014.*

## II. Tables de mobilité des actifs lorrains sur la période 1964-2014

### A2.5. Table de recrutement des actifs lorrains sur la période 1964-2014

		Table de recrutement - Lorraine					
		GSP des pères des enquêtés					
		Agriculteurs, exploitants	Artisans, commerçants	Cadres et PIS	Employés, Professions intermédiaires	Ouvriers	
GSP des enquêtés	Agriculteurs, exploitants	<b>1964</b>	85,7	2,4	0,0	4,8	7,1
		<b>1985</b>	81,4	0,0	0,0	2,3	16,3
		<b>2003</b>	89,5	0,0	0,0	5,3	5,3
		<b>2014</b>	76,9	7,7	0,0	0,0	15,4
	Artisans, commerçants	<b>1964</b>	9,3	30,2	3,5	20,9	36,0
		<b>1985</b>	10,7	32,0	5,3	25,3	26,7
		<b>2003</b>	7,8	25,0	6,3	9,4	51,6
		<b>2014</b>	4,7	14,0	2,3	30,2	48,8
	Cadres et PIS	<b>1964</b>	9,8	8,2	23,0	30,3	28,7
		<b>1985</b>	3,4	12,6	26,9	31,1	26,1
		<b>2003</b>	7,6	12,7	20,3	30,5	28,8
		<b>2014</b>	9,1	5,5	21,8	40,0	23,6
	Employés/Professions intermédiaires	<b>1964</b>	10,2	8,1	5,1	31,0	45,5
		<b>1985</b>	8,6	12,1	6,1	26,4	46,8
		<b>2003</b>	4,6	8,0	5,3	25,1	57,0
		<b>2014</b>	3,5	11,2	10,4	30,8	44,2
	Ouvriers	<b>1964</b>	15,0	6,9	1,9	13,3	63,0
		<b>1985</b>	12,7	6,7	1,2	12,7	66,6
		<b>2003</b>	6,8	5,5	1,8	15,9	70,0
		<b>2014</b>	4,3	5,9	2,4	15,8	71,5
	Ensemble	<b>1964</b>	15,2	9,0	5,2	20,7	49,9
		<b>1985</b>	23,4	12,7	7,9	19,6	36,5
		<b>2003</b>	23,3	10,2	6,7	17,2	42,5
		<b>2014</b>	19,7	8,8	7,4	23,4	40,7

*Champ : Actifs lorrains âgés de 20 à 64 ans ayant déjà exercé une activité professionnelle*

*Lecture : En 1964, 85,7% des agriculteurs exploitants avaient un père lui-même agriculteur exploitant, 49,9% des pères des répondants étaient ouvriers.*

*Source : Calculs de l'auteure / Enquête FQP, INSEE, 1964-2014.*

A2.6. Table des destinées des actifs lorrains sur la période 1964-2014

		Table des destinées - Lorraine						
		GSP des pères des enquêtés						
		Agriculteurs, exploitants	Artisans, commerçants	Cadres et PIS	Employés/Professions intermédiaires	Ouvriers	Ensemble	
GSP des enquêtés	Agriculteurs, exploitants	<b>1964</b>	21,2	1,0	0,0	0,9	0,5	3,8
		<b>1985</b>	24,6	0,0	0,0	0,4	1,2	5,3
		<b>2003</b>	17,5	0,0	0,0	0,3	0,1	3,6
		<b>2014</b>	19,6	1,2	0,0	0,0	0,4	4,2
	Artisans, commerçants	<b>1964</b>	4,7	25,7	5,2	7,8	5,6	7,7
		<b>1985</b>	5,6	18,8	5,6	7,8	3,5	8,3
		<b>2003</b>	5,2	13,7	5,3	2,0	4,0	6,0
		<b>2014</b>	3,9	7,0	1,2	5,1	4,6	4,3
	Cadres et PIS	<b>1964</b>	7,1	9,9	48,3	16,0	6,3	10,9
		<b>1985</b>	2,8	11,7	44,4	15,2	5,5	15,9
		<b>2003</b>	9,3	12,8	31,6	11,8	4,2	13,9
		<b>2014</b>	19,6	7,0	28,2	17,1	5,7	15,5
	Employés/Professions intermédiaires	<b>1964</b>	20,0	26,7	29,3	44,6	27,1	29,7
		<b>1985</b>	31,0	48,4	43,1	55,6	42,4	44,1
		<b>2003</b>	36,1	52,1	52,6	62,4	53,0	51,3
		<b>2014</b>	35,3	67,4	63,5	62,3	50,0	55,7
	Ouvriers	<b>1964</b>	47,1	36,6	17,2	30,7	60,5	47,9
		<b>1985</b>	35,9	21,1	6,9	21,0	47,3	26,5
		<b>2003</b>	32,0	21,4	10,5	23,5	38,7	25,2
		<b>2014</b>	21,6	17,4	7,1	15,6	39,3	20,2

Champ : Actifs lorrains âgés de 20 à 64 ans ayant déjà exercé une activité professionnelle

Lecture : En 1964, 60,5% des enfants d'ouvriers sont devenus à leur tour ouvriers.

Source : Calculs de l'auteure / Enquête FQP, INSEE, 1964-2014.

A2.7. Table des destinées : travailleurs lorrains en poste au Luxembourg (EEC – 1995, 2005, 2015 et 2020)

			GSP du père de l'enquêté						Total
			Agriculteur, exploitant	Artisan, commerçant	Cadre et PIS	Profession intermédiaire	Employé	Ouvrier	
GSP de l'enquêté <sup>13</sup>	Artisan, commerçant	1995	0,00	16,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2005	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3,33	0,56
		2015	0,00	0,00	8,33	0,00	0,00	9,58	2,99
		2020	0,00	0,00	4,55	4,55	0,00	3,57	2,11
	Cadre et PIS	1995	50,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4,00	<b>9,00</b>
		2005	25,00	25,00	42,86	25,00	28,57	11,67	<b>26,35</b>
		2015	25,00	15,38	16,67	13,04	22,22	8,51	<b>16,80</b>
		2020	62,50	20,00	<b>45,45</b>	18,18	20,00	14,29	<b>30,07</b>
	Profession intermédiaire	1995	0,00	0,00	0,00	45,45	0,00	<b>4,00</b>	<b>1,37</b>
		2005	25,00	25,00	<b>14,29</b>	25,00	14,29	<b>13,33</b>	<b>19,49</b>
		2015	50,00	38,46	<b>25,00</b>	26,09	11,11	<b>17,02</b>	<b>27,95</b>
		2020	12,50	46,67	<b>27,27</b>	<b>31,82</b>	40,00	<b>30,95</b>	<b>31,53</b>
	Employé	1995	0,00	66,67	100,00	36,36	50,00	<b>30,00</b>	<b>47,17</b>
		2005	0,00	25,00	<b>14,29</b>	25,00	28,57	<b>20,00</b>	<b>18,81</b>
		2015	25,00	30,77	<b>25,00</b>	13,04	44,44	<b>29,79</b>	<b>28,01</b>
		2020	25,00	13,33	<b>22,73</b>	27,27	<b>40,00</b>	<b>29,76</b>	<b>26,35</b>
	Ouvrier	1995	50,00	16,67	0,00	<b>18,18</b>	<b>50,00</b>	<b>62,00</b>	<b>32,81</b>
		2005	50,00	25,00	<b>28,57</b>	<b>25,00</b>	<b>28,57</b>	<b>51,67</b>	<b>34,80</b>
		2015	0,00	15,38	<b>25,00</b>	<b>47,82</b>	<b>22,22</b>	<b>40,43</b>	<b>25,14</b>
		2020	0,00	20,00	0,00	<b>18,18</b>	<b>0,00</b>	<b>21,43</b>	<b>9,94</b>
	Total			100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00

*Lecture : En 2015, 40,43% des descendants d'ouvrier devenaient à leur tour ouvrier s'ils étaient lorrains et frontaliers. La même année, 55,96% des lorrains en poste au Grand-Duché de Luxembourg étaient employé ou professions intermédiaires.*

*Champ : Actifs lorrains travaillant au Grand-Duché de Luxembourg*

*Source : Calculs de l'auteure / Enquêtes Emploi en continu de 1995, 2005, 2015 et 2020*

<sup>13</sup> La ligne du groupe socio-professionnel des agriculteurs, exploitants a été supprimée car aucun enquêté n'appartenait à ce groupe.

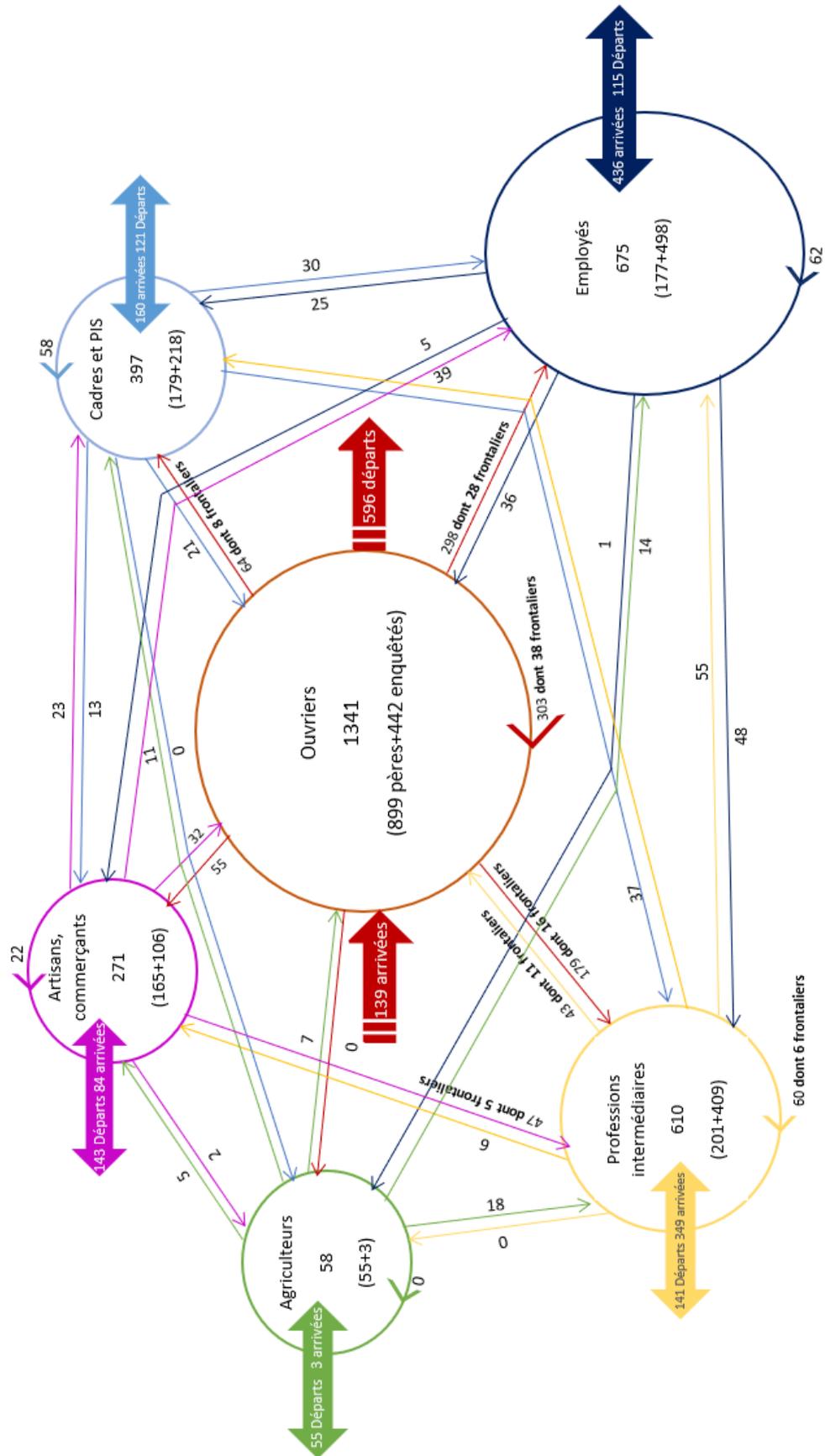


Figure 2A.4. Echanges intergénérationnels entre les groupes socio-professionnels en Lorraine (2015)

**Echanges intergénérationnels entre les groupes socio-professionnels en Lorraine : trajectoires des travailleurs lorrains et frontaliers (EEC - 2015)**

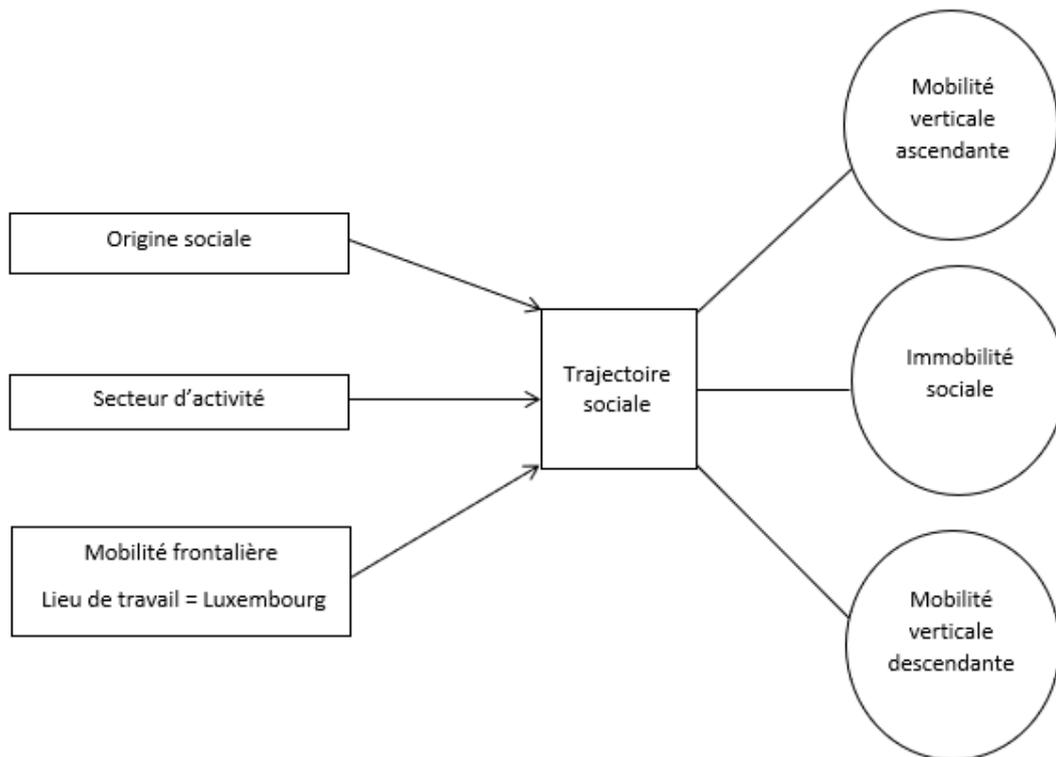
*Lecture : 10 actifs lorrains ont quitté leur GS ouvriers d'origine pour intégrer le groupe social des cadres et PI, 169 n'ont pas quitté leur groupe social d'origine.*

Web of social mobility in Lorraine



### Annexe 3

Figure A3.1. Architecture du modèle de l'étude



Source : l'auteur

Table A3.2. Régression multinomiale intégrant la variable de contrôle du secteur d'activité

Variables	Coefficients						
	(1965)	(1977)	(1985)	(1995)	(2005)	(2015)	(2020)
Déclassement social (Y = -1 )							
Origine sociale (=2)	-1.696*** (0.264)	-2.017*** (0.386)	-3.623 (.)	-3.161*** (0.207)	-4.240*** (0.762)	-2.790*** (0.223)	-3.131*** (0.720)
Origine sociale (=3)	-1.176* (0.438)	-0.885* (0.507)	-1.700 (.)	1.383*** (0.156)	-2.127*** (0.264)	-1.832*** (0.189)	-2.042*** (0.286)
Secteur d'activité (=1)	0 (.)	14.996*** (0.553)	18.690 (.)	3.178*** (0.523)	5.130*** (0.799)	1.463 (0.991)	4.676*** (1.215)
Secteur d'activité (=2)	0.889*** (0.171)	16.095*** (0.426)	16.162 (.)	2.023*** (0.235)	3.121*** (0.390)	1.972*** (0.281)	2.900*** (0.335)
Secteur d'activité (=3)	1.011*** (0.179)	16.028*** (0.423)	15.430 (.)	1.337*** (0.205)	2.426*** (0.319)	2.013*** (0.238)	2.689*** (0.274)
Frontalier	1.280* (0.745)	-0.071 (0.495)	-1.375 (.)	-0.262 (0.292)	-0.390 (0.424)	0.318 (0.218)	-0.374 (0.288)
Genre	-0.561*** (0.152)	-0.353* (0.156)	0.150 (.)	-0.019 (0.126)	-0.205 (0.196)	-0.589*** (0.139)	0.016 (0.179)
Constante	-0.783*** (0.150)	16.338*** (0.424)	-14.731 (.)	-0.731*** (0.165)	-0.988*** (0.240)	-0.660*** (0.174)	-1.513*** (0.220)
Reproduction sociale (Y=0)	<i>ref</i>	<i>ref</i>	<i>ref</i>	<i>ref</i>	<i>ref</i>	<i>ref</i>	<i>ref</i>
Ascension sociale (Y = 1 )							
Origine sociale (=1)	4.664*** (0.294)	4.806*** (0.283)	19.900 (.)	4.510*** (0.213)	6.268*** (0.380)	4.722*** (0.247)	6.290*** (0.391)
Origine sociale (=2)	4.234*** (0.168)	4.019*** (0.223)	18.003 (.)	2.672*** (0.159)	4.587*** (0.281)	3.350*** (0.179)	5.064*** (0.309)
Origine sociale (=3)	3.763*** (0.345)	3.361*** (0.336)	16.129 (.)	1.326*** (0.147)	2.820*** (0.243)	1.850*** (0.159)	3.132*** (0.244)
Secteur d'activité (=1)	0 (.)	-2.932*** (0.169)	-24.313 (.)	-6.059*** (0.449)	-6.724*** (0.631)	-6.178*** (0.752)	-6.110*** (0.972)
Secteur d'activité (=2)	-0.504* (0.218)	-2.084*** (0.303)	-21.054 (.)	-3.692*** (0.138)	-4.015*** (0.252)	-3.375*** (0.188)	-4.757*** (0.320)
Secteur d'activité (=3)	0.186 (0.224)	-1.157*** (0.296)	-19.857 (.)	-2.379*** (0.104)	-2.751*** (0.198)	-2.372*** (0.132)	-3.931*** (0.265)
Frontalier	-1.773 (1.182)	-0.599* (0.330)	-0.120 (.)	-0.512* (0.269)	-0.151 (0.284)	0.095 (0.197)	0.668** (0.222)
Genre	0.381* (0.191)	0.11 (0.179)	0.210 (.)	0.403*** (0.082)	0.765*** (0.133)	0.579*** (0.101)	0.799*** (0.133)
Constante	-3.300*** (0.272)	-1.329*** (0.291)	2.324 (.)	0.045 (0.137)	-1.249*** (0.216)	-0.446** (0.141)	-0.719*** (0.160)
Observations	1719	1544	1553	5358	2544	3720	2557
R <sup>2</sup>	0.3323	0.3671	0.3748	0.3596	0.4554	0.3749	0.4526

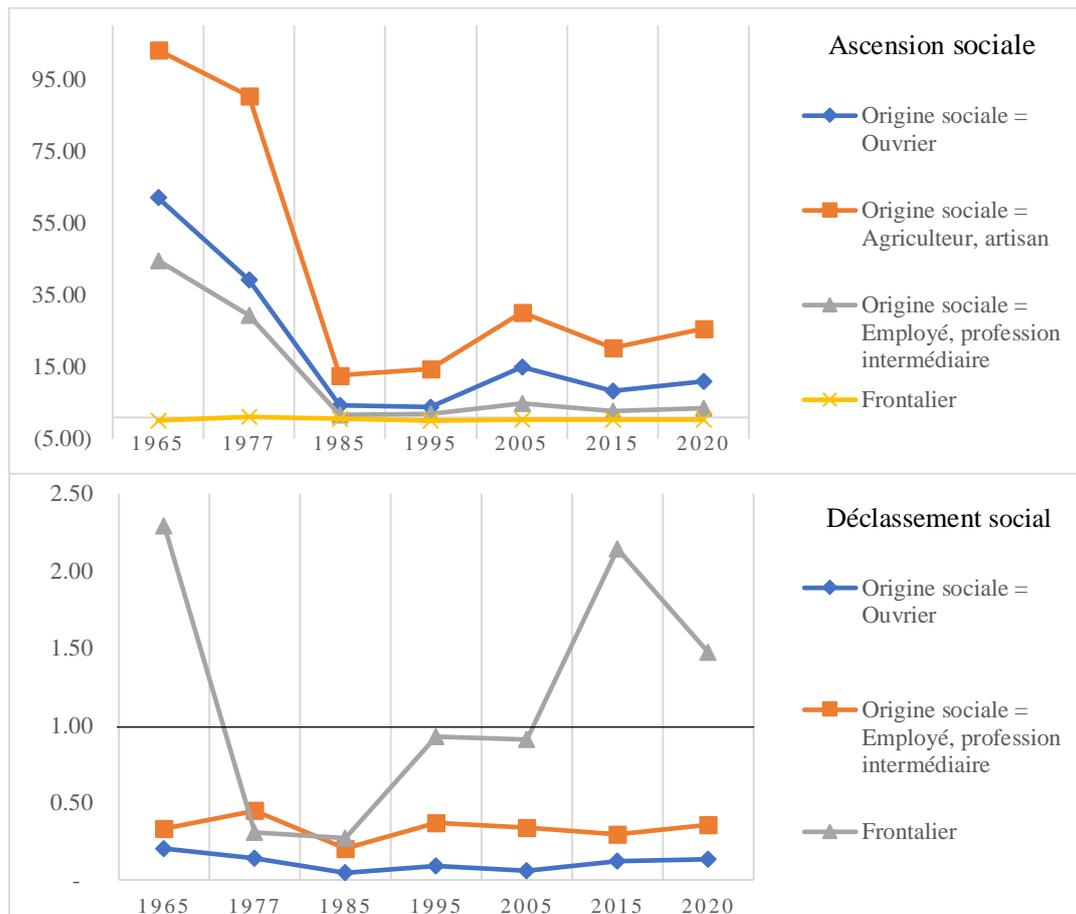
Note: Niveaux de significativité : \*\*\* :  $p < 0.01$ , \*\* :  $p < 0.05$ , \* :  $p < 0.10$ .

Erreurs-types robustes ajustées à l'hétéroscédasticité entre parenthèses.

La variable Origine sociale=4 a été retirée du modèle. Celle-ci ne présentant pas d'erreurs-types robustes.

Source : calculs de l'auteure obtenus à partir du logiciel Stata

Graphique A3.3. Evolution temporelle des odds ratios



Source : l'auteur

L'étude des odds ratios (OR) permet d'analyser les chances qu'un travailleur lorrain connaisse une situation d'ascension ou de déclassement social, par rapport à un homologue en situation de reproduction sociale. Les résultats révèlent des oscillations temporelles similaires entre les différentes classes sociales. Comparativement à leurs homologues socialement immobiles, les enquêtés issus des trois groupes socio-professionnels sélectionnés présentent une probabilité plus élevée de connaître une mobilité sociale ascendante et une probabilité plus faible de connaître une mobilité sociale descendante sur l'ensemble de la période étudiée. Toutefois, la magnitude différenciée des OR est naturellement à prendre en compte. Une hiérarchie se dessine en fonction de l'origine sociale des travailleurs et de leur secteur d'activité, ces deux variables influençant significativement les chances de mobilité sociale. Par exemple, en 2020, les actifs issus du groupe socio-professionnel 1 ont 25,66 fois plus de chances de connaître une ascension sociale par rapport aux actifs en situation de reproduction sociale. La même année, les descendants d'ouvriers ont 11,06 fois plus de chances, et les actifs issus du groupe socio-professionnel 3 ont 3,58 fois plus de chances. Les travailleurs du secteur d'activité primaire présentent, quant à eux, des chances moins élevées d'observer une ascension sociale, comparativement à la référence. Bien qu'également négatives, les chances des travailleurs du secteur secondaire et tertiaire présentent une ampleur plus faible de 1977 à 2020.

## Bibliographie

- Aglietta, M. (1982). *Régulation et crises du capitalisme: l'expérience des États-Unis*. FeniXX.
- Belkacem R., Pigeron-Piroth I. (2020) Approche socioéconomique de la mobilité des travailleurs frontaliers : entre condition, contrainte et ressource. HAL CCSD. Print.
- Bidet, J. (2018). Déplacements: Migrations et mobilités sociales en contexte transnational. *Actes de la recherche en sciences sociales*, (5), 67-82.
- Bourdieu P. (1984), « Espace social et genèse des “classes” », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 52-53, n° 1 : « Le travail politique », p. 3-14.
- Bourdieu, P. (1979). Les trois états du capital culturel. *Actes de la recherche en sciences sociales*, 30(1), 3-6.
- Boutchenik B., Coron C., Grobon S., Goffette C., Vallet L.A. (2015) Quantifier l'influence totale de la famille d'origine sur le devenir scolaire et professionnel des individus. *Economie et Statistique / Economics and Statistics*, 477, pp.5-23.
- Boyer, R., & Saillard, Y. (2010). *Théorie de la régulation, l'état des savoirs*. La découverte.
- Calmand, J., Condon, S., Pietropaoli, K., Rouaud, P., & Santelli, E. Les liens entre expériences à l'étranger en cours d'études et insertion Une approche par le concept de «capital de mobilité». *CÉREQ ÉCHANGES*, 205.
- Cautrès, B. (1995). Mobilité sociale et comportement électoral: modèles sociologiques et modélisations statistiques. *Revue française de sociologie*, 185-224.
- Chambost, I., Lenglet, M., & Tadjeddine, Y. (Eds.). (2016). *La fabrique de la finance: pour une approche interdisciplinaire*. Presses universitaires du Septentrion.
- Chauvel, L. (2002) *Le destin des générations : structure sociale et cohortes en France au XXe siècle*. [2e édition mise à jour]. Paris: Presses universitaires de France.
- Chauvel, L. (2006). Les nouvelles générations devant la panne prolongée de l'ascenseur social. *Revue de l'OFCE*, (1), 35-50.
- Coissard, S. (2007). Perspectives. La nouvelle économie géographique de Paul KRUGMAN: Apports et limites. *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, , 111-125. <https://doi.org/10.3917/reru.071.0111>
- Crevoisier, O., Theurillat, T., & Araujo, P. (2011). Les territoires de l'industrie financière: quelles suites à la crise de 2008-2009?. *Revue d'économie industrielle*, (134), 133-158.
- Crozet M. & Lafourcade M. (2009) "La nouvelle économie géographique," PSE-Ecole d'économie de Paris (Postprint) hal-00610966, HAL.
- Crozet, M., & Lafourcade, M. (2009). *La nouvelle économie géographique* (No. hal-00610966). HAL.
- Deauvieu J., Dumoulin C. (2010) La mobilité socioprofessionnelle des professions intermédiaires : fluidité, promotion et déclassement. In: *Economie et statistique*, n°431-432, pp. 57-72.

- Desrosières A., Gollac M. (1982) « Trajectoires ouvrières, systèmes d'emplois et comportements sociaux », *Économie et statistique*, 147.
- Dupuy, C., & Lavigne, S. (2009). *Géographies de la finance mondialisée*. La Documentation française.
- Duranton, G. (1997). La nouvelle économie géographique: agglomération et dispersion. *Économie & prévision*, 131(5), 1-24.
- Fielding A.-J. (1990) A search for the "missing link" between social and geographical mobility /Une recherche du chaînon manquant entre la mobilité sociale et la mobilité géographique. In: *Revue de géographie de Lyon*, vol. 65, n°3. Regards sur la mobilité socio-spatiale. pp. 165-170
- Goldthorpe J. H. (1980) *Social Mobility and Class Structure in Modern Britain*. Oxford: Clarendon Press, 1980.
- Goldthorpe J. H. (1983) « Women and class analysis : in defence of the conventional view », *Sociology*, vol. 17, n o 4, p. 465-488.
- Goldthorpe, J. H. (1960). Social stratification in industrial society. *The sociological review*, 8(1\_suppl), 97-122.
- Goux, D. (2003). Une histoire de l'enquête Emploi. *Économie et statistique*, 362(1), 41-57.
- Goux, D., Maurin E. (1995) “Origine Sociale et Destinée Scolaire: L'inégalité Des Chances Devant l'enseignement à Travers Les Enquêtes Formation-Qualification Professionnelle 1970, 1977, 1985 et 1993.” *Revue Française de Sociologie*, vol. 36, no. 1, pp. 81–121.
- Gribaudo M. Noirielle G. (1988) *Le creuset français. Histoire de l'immigration XIXe-XXe siècles*, 1988. In: *Annales de démographie historique*. Les transitions démographiques. pp. 412-417.
- Hau, M. (2001). La face cachée de l'aventure industrielle. *Entreprises et histoire*, 27(1), 4-6.
- Hau, M. (2009). Les grands naufrages industriels français. Dans : Pierre Lamard éd., 1974-1984, une décennie de désindustrialisation (pp. 15-35). Paris: Picard. <https://doi.org/10.3917/pica.stosk.2009.01.0015>
- Hausman, J., & McFadden, D. (1984). Specification tests for the multinomial logit model. *Econometrica: Journal of the econometric society*, 1219-1240.
- Henri. G. Morizet. — Histoire de Lorraine. In: *Annales de Bretagne*. Tome 38, numéro 1, 1928. p. 245.
- Hugrée, C., Penissat, É., & Spire, A. (2017). *Les classes sociales en Europe. Tableau des nouvelles inégalités sur le vieux continent*. Agone.
- Huriot, J. M. (1997). *La théorie économique et l'espace: une réconciliation* (Doctoral dissertation, Laboratoire d'analyse et de techniques économiques (LATEC)).
- Kaufmann, V., Bergman, M. M., & Joye, D. (2004). Motility: Mobility as capital. *International journal of urban and regional research*, 28(4), 745-756.
- Kieffer A., Oberti M., Préteceille E. (2002) « Enjeux et usages des catégories socioprofessionnelles en Europe », *Sociétés contemporaines*, vol. 1, n o 45-46, p. 5-15. DOI : 10.3917/soco.045.0005.

- Krugman, P. (1991). Increasing returns and economic geography. *Journal of political economy*, 99(3), 483-499.
- Lockwood, D. (1966). Sources of variation in working class images of society. *The Sociological Review*, 14(3), 249-267.
- Luxembourg, C. (2011). Les villes moyennes françaises face à la désindustrialisation: les cas de Gennevilliers et du Creusot. (French cities facing deindustrialization: cases studies of Gennevilliers and Le Creusot). *Bulletin de l'Association de géographes français*, 88(2), 125-136.
- Mabogunje A. (1970) « Systems approach to a theory of rural-urban migration », *Geographical Analysis*, 2(1), p. 1-18 (version française dans Piché, 2013a, chapitre 6).
- Nonnenmacher, L. (2022) *Understaining and explaining cross-border mobility: a free will/predisposition approach*. Diss. University of Luxembourg, Belval, Luxembourg.
- Paugam, S., & Plessz, M. (2019). Des classes sociales aux inégalités. Le regard sociologique s' est-il déplacé?. *Revue européenne des sciences sociales. European Journal of Social Sciences*, (57-2), 19-49.
- Pestieau, P. (2021). La panne de l'ascenseur social. *Commentaire*, 44(4), 807-812.
- Raggi, P. (2019). *La désindustrialisation de la Lorraine du fer*. Classiques Garnier.
- Raggi, P., & Woronoff, D. (2017). L'histoire industrielle en France et en Lorraine: les mutations du discours sur l'industrie, la science et la technologie. *Le Pays lorrain*, (98), 45-54.
- Sauvy, A. (1981) "La machine et le chômage."
- Scuto, D. (1995). Emigration et immigration au Luxembourg aux XIXe et XXe siècles. *Itinéraires croisés. Luxembourgeois à l'étranger, étrangers au Luxembourg*, 24-28.
- Sinou, B. (1977). La Lorraine face à la crise sidérurgique. *Economie et statistique*, 92(1), 29-36.
- Sinthon, R. (1959) "Repenser la mobilité sociale." Éditions EHESS, 2018. Sociologie du travail. Paris: Seuil.
- Thélot, C. (2004) *Tel père, tel fils ? : position sociale et origine familiale*. Paris: Hachette Littératures.
- Thévenot, L. (1990) "La politique des statistiques: les origines sociales des enquêtes de mobilité sociale." *Annales : histoire, sciences sociales* (French ed.) 45.6, 1275–1300.
- Trausch, G. (2012). Les mutations économiques et sociales de la société luxembourgeoise depuis la révolution française. *Luxembourg: Institut national de la statistique et des études économiques du Grand-Duché du Luxembourg*.
- Weides, R. (Ed.). (1999). *L'économie luxembourgeoise au 20e siècle*. Editpress Luxembourg SA.
- Zenou, Y. (1996). Marché du travail et économie urbaine Essai d'intégration. *Revue Économique*, 47(2), 263–288. <https://doi.org/10.2307/3502315>